


GAUDEO
John Carter Brown
Library
Brown University



Privately Printed

Par l'abbé Le Blanc, J.-B.

38! assez bon.

Barbier 13904

LE
PATRIOTE
ANGLOIS.

[illegible]

LE PATRIOTE ANGLOIS,

OU REFLEXIONS

Sur les Hoſtilités que la France reproche à l'Angleterre,

Et ſur la Réponſe de nos Miniſtres au dernier Mémoire de Sa M. T. C.

------ Pudet hæc opprobria nobis
Et dici potuiſſe, & non potuiſſe refelli.

Ouvrage traduit de l'Anglois

De John Tell Truth,

Par un Avocat au Parlement de Paris.



A GENEVE.

M. DCC. LVI.

PREFACE

DU TRADUCTEUR.

L'OUVRAGE que nous donnons aujourd'hui au Public, nous ſemble fait pour l'intéreſſer ; la Nation y verra ſans doute avec plaiſir qu'en Angleterre, non-ſeulement les eſprits raiſonnables, & par conſéquent modérés, mais ceux même qui ſont le plus éclairés & qui connoiſſent le mieux les intérêts de leur Patrie, penſent autrement que le Miniſtere, & plaident notre cauſe en défendant la leur.

C'eſt ce qu'avoit déja fait l'Auteur de la Vérité Révélée, *Ouvrage que l'on attribue à l'un des hommes les plus éloquents de la Chambre des Pairs. Quoiqu'il n'ait pas ignoré qu'il eſt auſſi dangereux d'écrire contre les Préjugés populaires, que contre les Tyrans, il a eû le courage d'en courir les riſques pour le bien de ſa Patrie : loin de flatter, il n'a pas craint de condamner hautement la manie d'un*

Peuple qu'aveuglent ses préventions & sa haine pour les François ; (*) il dévoile lui-même l'iniquité des Ecrivains mercenaires qui les entretiennent ; il démontre l'imbécillité de ces Fanatiques qui prennent pour la voix du Peuple, les cris d'une populace insensée, qu'ils ont eux-mêmes excités ; il nous apprend les véritables causes des rugissements du Lion Anglois, dont l'Europe peut s'étonner, mais qui, selon lui, ne doivent en effet alarmer que l'Angleterre. Ce n'est pas contre les ennemis du dehors, c'est contre ceux du dedans qu'il rugit : gardien des privileges de la Nation, il rugit de sentir son courage inutile dans les fers où l'ont réduit les ruses d'une politique étrangere ; il rugit de ce que le corps législatif, qui pourroit seul l'en délivrer, ne fait chaque jour qu'en augmenter le poids ; il rugit enfin d'avoir à craindre le sort du Lion Belgique, tellement accablé aujourd'hui sous les mêmes chaînes, qu'il lui est impossible de les rompre.

Le Patriote Anglois *arrive au même*

(*) Est jam una vox omnium, sed magis odio firmata quàm præsidio.

but par des voies différentes. Comme il n'écrit que pour les gens raisonnables, il n'emploie aussi d'autres armes que celles de la raison pour prouver à sa Nation l'imprudence d'une guerre dont elle a tout à craindre, & qu'on ne peut imputer qu'à la politique de la Cour qui la souhaite, & à la folie du peuple qui la demande.

L'Observateur Hollandois *nous a donné, il y a quelque temps, un autre Ouvrage qui porte le même titre que celui-ci. Le Membre de la Chambre des Communes qui en est l'Auteur, y prouve invinciblement que soit dans la paix, soit dans la guerre, les Ministres d'Angleterre depuis quinze ans se sont plus occupés des intérêts de l'Electeur d'Hanovre que de ceux de la Grande-Bretagne, & que dans ce moment-ci même, ils sont prêts à sacrifier les richesses de l'Angleterre à l'agrandissement de cet Electorat.*

Le Traducteur de l'Ouvrage suivant, se flatte que le Lecteur ne lui sçaura pas mauvais gré d'avoir employé le mot de Patriote, *que porte l'Original Anglois; il a pour garants plusieurs de nos bons*

Ecrivains modernes, qui n'ont fait aucune difficulté de s'en servir. Si nos peres l'avoient laissé vieillir, il ne peut qu'être glorieux pour nous de le faire revivre, & il faut espérer que la Génération qui le tiendra de nous, ne le recevra pas comme un mot vuide de sens. Puissions-nous en même temps lui laisser des exemples de la vertu qu'il suppose, & dans la circonstance présente prouver à nos voisins que les François de ce siecle ne sont pas en effet moins bons Patriotes que les Anglois! Tel est le fruit que nous devons retirer de cette philosophie qui fait chaque jour de nouveaux progrès. Loin de nous celle qui n'auroit pas pour but de nous rendre meilleurs Citoyens. J'ose dire que ce n'est pas la véritable: la vraie sagesse, ainsi que le vrai bonheur, consiste dans l'attachement à ses devoirs de toute espece, dont le premier est l'amour & par conséquent la défense de la Patrie. Certainement le Patriotisme, ou ce qui est la même chose, l'amour de notre Pays est la vertu la plus éminente qui puisse orner le caractere de quelque homme que ce soit: c'est, à proprement

parler, la Vertu Cardinale ſur laquelle la ſociété civile eſt fondée. Un bon Patriote eſt néceſſairement un bon ſujet. Les loix de ſon Pays ſont la regle de ſes actions. Il préfere le bien public au ſien propre.

Il n'eſt pas douteux que tous les ordres de l'Etat, un ſeul excepté, ne doivent deſirer la paix, & du moins autant qu'aucun autre, ce petit nombre de gens tranquilles qui cultivent les lettres; mais peut-on écouter ſon intérêt particulier quand celui de la Patrie y eſt oppoſé? Ce n'eſt pas dans le cœur d'un François qu'il ſe trouvera aſſez de baſſeſſe pour ſouhaiter que l'on achete la paix aux dépens de l'honneur de ſon pays. Non, Sire, *diſoit au Roi en 1745 un des Peres conſcripts de notre République Littéraire,* » ne la donnez » jamais à l'Europe cette paix tant » deſirée, que vos ennemis ne » ſoient hors d'état de la troubler. » Qu'ils tombent ces audacieux, » & que leur déſolation apprenne à » la terre effrayée, combien les » forces d'un Roi de France ſont » redoutables, ſur-tout quand la

» ſageſſe & la valeur du Monarque
» ſont encore au deſſus de ſa
» puiſſance ! » (*)

J'ai cru qu'il m'étoit permis dans cette occaſion-ci de rappeller des ſentiments ſi dignes d'un Patriote François. Les Anglois qui en temps de paix, comme en temps de guerre, ſont nos ennemis déclarés, ont violé ledroit des gens. Ils ont entrepris de nous chaſſer de nos Colonies, ils ont inſulté le pavillon de France, & ſe ſont emparés de quelques-uns de nos Vaiſſeaux; après de pareils attentats, le Roi par amour pour ſes peuples & par égard pour la tranquillité de l'Europe, a montré une modération digne de ſa ſageſſe; il a commencé par employer les moyens qui ont été pratiqués chez tous les Peuples, & dans tous les ſiecles, lorſqu'une Nation a été inſultée par une autre. Les pirateries des ſujets du Roi d'Angleterre deviennent par la réponſe de Sa Majeſté Britannique, des actes de ſon autorité, & toute inſulte

(*) M. DE CREBILLON, Compliment au Roi ſur le glorieux ſuccès de ſa Campagne de 1745.

faite à une Nation, par l'autorité publique, est une déclaration de guerre. Le Souverain qui en pareil cas refuse de punir ceux qui en sont coupables, prend sur lui l'injure. Entre les Puissances, comme entre les particuliers, un affront public demande une vengeance aussi éclatante que l'injure. Lorsqu'une Nation n'a été attaquée que dans ses possessions ou dans celles de ses sujets, elle peut, pour se faire justice, se borner à user de représailles; mais lorsqu'elle est insultée, une déclaration de guerre immédiate doit être son unique réponse. Les Anglois ont trop-tôt oublié que LOUIS LE BIEN-AIMÉ *est le Vainqueur de Fontenoy: le même amour pour ses sujets qui lui a fait présenter encore à ses ennemis l'olive de la paix, le force après leur refus à donner le signal de la guerre.*

Lorsqu'une Puissance a été insultée par une autre, & que par les voies que dicte un esprit de justice & de modération, elle n'a pu obtenir la réparation de l'offence, il n'est pas douteux qu'il ne soit très-convenable & même nécessaire pour ceux qui sont à la tête du

Gouvernement de la Nation insultée, de publier & d'exposer de la maniere la plus forte, les injures reçues, pour exciter le ressentiment du Peuple & l'animer contre celui qui est l'agresseur. Cependant, tandis que le Ministere Anglois employoit tant de plumes vénales à composer à Londres, & à traduire en Hollande, ces misérables écrits dictés par la passion & la mauvaise foi, & où les injures tiennent lieu de raison, l'excellent Mémoire des Commissaires du Roi, auquel les Anglois n'ont jamais pu répondre, restoit encore en magasin à l'Imprimerie du Louvre : il n'est devenu public qu'au moment où le Conseil de Londres a pris le parti d'une rupture ouverte. De combien à tous égards, la conduite de l'Angleterre s'est-elle éloignée des principes de justice & des voies pacifiques de la France : le but des Anglois dans la querelle qu'ils nous ont intentée, n'est que trop aisé à appercevoir, ils veulent absolument ruiner nos Colonies.

S'ils ont eu raison de reprocher à l'ambition des deux puissantes Maisons de Bourbon & d'Autriche les guerres

ſanglantes qui depuis deux ſiecles ont ſi cruellement affligé l'Europe, ils ne peuvent pas imputer à la même cauſe celle dont nous ſommes menacés. Ils n'ont cherché à l'allumer que parce qu'ils eſperent de la rendre générale. La Monarchie de l'Europe ne peut plus être aujourd'hui qu'un ſyſtême idéal : les Anglois qui ſe diſent les gardiens de ſes libertés, ſçavent bien qu'elles ne ſont point en danger. Il eſt aiſé de pénétrer quel eſt leur objet dans les efforts qu'ils font pour s'emparer de la balance du Commerce, c'eſt de rendre celui de toutes les autres Nations, précaire, & particuliérement le Commerce des François qui a toujours excité leur jalouſie. La balance du pouvoir ſuit celle du Commerce, & s'ils pouvoient faire pencher davantage celle-ci de leur côté, ceux qui ſe diſent les arbitres de l'Europe, en deviendroient bientôt les maîtres. La Hollande n'eſt plus pour l'Angleterre une rivale à craindre, le renverſement total du Gouvernement de cette République l'a réduite à une entiere dépendance de l'Angleterre. C'eſt le fruit que les Hollandois ont retiré de la

derniere guerre. Aujourd'hui l'objet des Anglois eſt de ſe rendre les maîtres de l'Amérique Septentrionale ; ainſi il n'eſt pas ſeulement queſtion de repouſſer leurs inſultes, il s'agit d'arrêter leurs entrepriſes tandis qu'il eſt encore temps.

Le Roi par ſa modération n'a que trop prouvé qu'il n'a d'autre intérêt à cœur que celui de ſon Peuple. Toute l'Europe eſt témoin que même après les inſultes faites à ſon Pavillon & les pirateries exercées ſur ſes ſujets, Sa Majeſté n'a rien négligé pour obtenir par la voie des Négociations ce qu'elle eſt prête à s'aſſurer par la force de ſes armes. Un ennemi fier interprete tout à ſon avantage. Les Anglois qui après avoir violé les loix de la juſtice, n'étoient pas faits pour obſerver celles de la décence, ont oſé ſe permettre juſqu'aux ſatyres les plus miſérables contre des diſpoſitions ſi pacifiques. Ils ne les ont regardées que comme l'effet de la terreur qu'ils penſent nous avoir inſpirée. Ils ont cru que les intentions où étoit le Roi d'éviter, s'il eût été poſſible, une guerre deſtructive venoient de l'impuiſſance de punir leurs brigandages ;

ils les ont redoublés, ils ont comblé la la mesure. Mais grace au Ciel, il y a encore assez de force & de courage dans la Nation pour convaincre ces fiers insulaires de l'erreur fatale où ils sont. Notre patience lassée est devenue fureur. Les François ne respirent plus que la vengeance. Nos ennemis éprouveront à leurs dépens combien sont foibles leurs richesses & leur puissance contre les efforts d'un peuple brave, attaché à son Roi, l'un des Princes les plus justes & les plus grands qui aient jamais regné, à un Roi qui ne connoît d'autres intérêts que les leurs & qui n'aspire à d'autre gloire qu'à celle de les rendre heureux.

Il est difficile que notre Commerce ne souffre pas dans les commencements de cette guerre, & nous le prévoyons sans en murmurer, convaincus comme nous le sommes, qu'elle ne peut manquer de finir glorieusement & avantageusement pour nous. L'Angleterre se repentira un jour d'avoir excité le ressentiment d'une Nation aussi industrieuse que courageuse, & qui, quand elle le voudra, sera, malgré les efforts de ses voisins, comme

elle a déja été, aussi puissante sur mer que sur terre.

Les plus grands Princes & les Nations les plus sages ont toujours regardé comme un des principaux objets du Gouvernement, le soin de protéger le Commerce & la Navigation. Les Romains eux-mêmes, que l'on ne peut pas dire avoir été une Nation commerçante, ont eu beaucoup d'égard pour l'un & pour l'autre. La preuve en est dans les reproches que Ciceron fait à ceux de son temps, au sujet de quelque négligence dont ils s'étoient rendus coupables. L'avis qu'il leur donne est pour nous une leçon sur ce qu'il nous reste à faire pour vanger l'honneur de la Nation. « Majores vestri sæpè, Mercatoribus » ac Naviculatoribus injuriosiùs » tractatis, bellum gesserunt..... » Quare videte num dubitandum » vobis sit omni studio ad id » bellum incumbere, in quo gloria » nominis vestri, salus sociorum, » vectigalia maxima, fortunæ » plurimorum civium cum Republicâ » defenduntur. »

Fin de la Préface.



LE PATRIOTE ANGLOIS.

LES conteſtations de l'Angleterre avec la France ont occaſioné parmi nous beaucoup d'Ecrits pour & contre. Des Membres du Parlement, auſſi éloquents qu'inſtruits, n'ont rien négligé pour éclairer le Peuple ſur ſes vrais intérêts, leurs peines ont été inutiles. Ne pouvant me flatter d'être plus heureux, j'ai balancé long-temps à prendre la plume : rien ne répugne tant à un eſprit raiſonnable qu'un travail dont il n'eſpere aucun

fruit. Mais un Patriote n'eſt pas diſpenſé de ſoutenir la cauſe commune par le peu de ſuccès de ceux qui l'ont défendue avant lui. Le péril eſt inſtant; la Nation court à ſa ruine. *Vincit amor Patriæ.* Eſſayons, s'il en eſt temps encore, de la rappeller de ſon égarement.

Comme l'honneur de mon Pays & l'amour de la vérité me touchent également, je n'entrerai pas dans le détail hiſtorique des injuſtices & des violences dont les François accuſent un Peuple qui juſqu'ici s'eſt piqué de droiture & d'humanité. Quelle honte pour nous qu'ils puiſſent nous reprocher non-ſeulement le manque de bonne foi & d'équité, mais de plus, des actes de barbarie juſqu'alors

inconnus dans les pays ſauvages où ils ont été exercés ! Le bruit que font aujourd'hui en Europe les hauts faits de la Nation ſur la riviere d'Ohio, & nos premiers exploits maritimes, ne peut que nous humilier.

Nos Ecrivains eux-mêmes embarraſſés à juſtifier notre conduite, ont paſſé ſous ſilence tous les faits particuliers, pour ſe livrer à des plaintes auſſi vagues qu'indécentes de la perfidie & de l'ambition de nos voiſins. Le cruel ravage du Palatinat n'a jamais été reproché à la France avec autant de chaleur & de véhémence que ces Meſſieurs en témoignent contre elle aujourd'hui, parce qu'elle refuſe de s'en rapporter à nos Géographes ſur les limites de

ſes poſſeſſions, & qu'elle s'aide de ſes Alliés pour nous empêcher de nous en emparer de force. Delà nos petits Démoſthenes ſont partis pour ſe permettre des Philippiques Angloiſes, c'eſt-à-dire, les déclamations les plus groſſieres contre un Prince auſſi reſpectable que puiſſant, qui paroît n'avoir d'autre ambition que de ſoutenir ſes droits & de rendre ſes ſujets heureux. Nos Orateurs de *Grub. Street* (*) chargés de défendre la cauſe de la Grande-Bretagne, ſe ſont auſſi jetés dans de ridicules Diſſertations Géographiques. Il eſt ſûr que la plume à la main il eſt aiſé d'étendre les limites de l'Acadie.

(*) Rue de Londres où l'on imprime les ſortes de Livres qui compoſent en France la Bibliotheque bleue.

Je conviens même que les Géographes François peuvent être ignorants ou de mauvaiſe foi ; mais en plaçant mal des points & des lignes ſur une carte, ont-ils fait quelque invaſion réelle ſur notre territoire ? Qu'ont affaire dans la diſpute préſente le Pere Charlevoix & le ſieur Danville qui n'ont jamais mis le pied dans l'Amérique ? Leur erreur, ſi c'en eſt une, ne peut être un attentat & bien moins encore un crime national. Non que je trouve mauvais que pour égayer le peuple aux dépens de nos voiſins, nos Auteurs de brochures aient prodigué à ces deux Géographes toutes les injures de *Billing'ſgate.* (*) Hé, plût au Ciel

(*) Marché de Londres qui a la réputation de notre Place Maubert.

que la preſſe eût ſeule gémi de nos querelles ! En ce genre nous avons des champions aguerris, & qui ne craindroient pas toutes les Puiſſances de l'Europe.

Que nous reprochent les François ? que nous n'avons cherché qu'à les amuſer par les Commiſſaires que nous avons nommés de notre part, pour régler les limites de l'Acadie ; que nous travaillons pendant ce temps-là à nous emparer de leurs propres Colonies ; que non-ſeulement nous avons inſulté leur Pavillon de la maniere la plus outrageante, mais que joignant la barbarie à l'inſulte, nous avons traité auſſi indignement les officiers, que les ſoldats & les matelots des Vaiſſeaux que nous

leur avons pris, & cela en temps de paix, & cela tandis que les François nous ont renvoyé des Vaiſſeaux dont quelques-uns de leurs Officiers avoient cru par repréſailles devoir ſe rendre maîtres. Après de pareils faits, à qui pouvons-nous perſuader qu'ils ont été les agreſſeurs ?

Si nos Miniſtres ont eu l'adreſſe de tromper le peuple, les gens ſenſés, qui malheureuſement par-tout ſont le petit nombre, ne s'en laiſſent pas impoſer ſi aiſément. Le dernier Mémoire du Roi Très-Chrétien, actuellement répandu dans toutes les Cours de l'Europe, & demeuré ſans replique de notre part, ne prouve que trop que n'ayant pas la juſtice

de notre côté dans la diſpute préſente entre les deux Nations, nous avons entrepris les premiers de la décider par la force.

C'eſt dans ces circonſtances que le Roi de France, qui pouvoit ſur le champ venger l'injure faite à ſa Couronne & à ſon peuple, s'eſt borné à en demander la réparation. Quelle plus grande preuve pouvoit-il donner de ſa modération & de ſa magnanimité ? Avec quelle reconnoiſſance les François doivent-ils regarder un Prince que la victoire a couronné à Fontenoy de ſes lauriers les plus brillants, & qui loin d'aſpirer à en cueillir de nouveaux, tout abſolu qu'il eſt, renonce à toute gloire ſéparée du véritable intérêt

de ſes Sujets, & ne cherche de réputation que dans la pratique des vertus qui lui ont acquis le nom de *LOUIS LE BIEN-AIMÉ*.

Certainement ceux qui ont dirigé nos Conſeils, n'ont jamais dû s'attendre qu'un auſſi puiſſant Monarque ſe ſoumît à traiter avec une Nation qui de propos délibéré a inſulté ſon pavillon, à moins que cette Nation n'offrît pour Préliminaires une ſatiſfaction proportionnée à l'offenſe, & aux cruautés & barbaries que les François ſont en droit de nous reprocher.

Dans le cas où nous ne ſerions pas perſuadés des diſpoſitions pacifiques du Roi de France, nous ne pouvons du moins nous empêcher d'admirer

ſa ſageſſe. Que n'a-t-il pas gagné à temporiſer autant que ſon honneur pouvoit le lui permettre ? Il n'en eſt pas des querelles nationales comme de celles qui ſe paſſent entre les particuliers. Si un homme eſt inſulté, il peut, il doit ſur le champ marquer ſon reſſentiment, parce que comme il n'a que ſa vie à perdre, pour la riſquer, ſa propre opinion lui ſuffit : mais dans les querelles nationales, les vies de pluſieurs milliers d'hommes ſont intéreſſées, & ceux à qui il appartient de délibérer de la promptitude & de la maniere dont l'injure doit être repouſſée, ſont communément ceux mêmes dont les vies, en cas de rupture, ſont les moins expoſées ; par cette raiſon, au lieu

de tenir à leur propre opinion, ils doivent examiner les circonſtances, peſer les probabilités & prévoir les conſéquences : car il peut être de l'intérêt d'une Nation de différer ſon reſſentiment juſqu'à ce qu'elle ſe ſoit miſe en état de ſe venger plus ſûrement de celle qui l'a offenſée.

Il faut avouer que le ſpectacle de l'inaction de la France juſqu'à ce moment, eſt peut-être le plus ſingulier & le plus intéreſſant qui ait été donné depuis long-temps à l'Europe. Quelle conduite pour cette Nation guerriere & turbulante, contre l'ambition de laquelle l'Angleterre a déclamé ſi fort depuis ſoixante ans ! D'un autre côté, comment peut-on reconnoître à toutes nos hoſtilités

ce peuple reſpectable qui ſe pique d'équité & qui ſe dit le Gardien des libertés de l'Europe ?

Après avoir eu juſqu'ici la gloire de les défendre, il s'expoſe au reproche de les avoir violées plus directement qu'aucune autre Nation ne l'a jamais fait.

Que la conduite du Roi de France ſoit l'effet de ſa modération ou de ſa prudence, elle ſera toujours louée de tout l'Univers ; ſans nous expoſer au plus grand ridicule, nous ne pouvons ni la blâmer ni nous en plaindre.

Il s'en faut beaucoup que notre Cour ait ſuivi des maximes auſſi ſages que celle de Verſailles. Comme elle peut avoir des intérêts ſéparés de ceux de la Nation, il a fallu

chercher à l'éblouir : mais on a beau nous dire que la France viole les Traités les plus ſacrés, on n'en croira pas nos Miniſtres ſur leur parole. Depuis deux ans on leur en demande des preuves, ils n'en ont encore donné aucune. La haine du nom François n'aveugle que la vile populace. Les Grands ſont les ſeuls qui aient les yeux faſcinés par la Cour ; tout le reſte de la Nation voit clair. C'eſt l'Ordre moyen, placé entre ces deux extrêmes, qui dans tout pays doit par préférence être conſulté, parce que c'eſt celui où il y a le plus de puiſſance, de lumiere & d'honnêteté. Nos Pairs du Royaume ne ſont plus que les Grands de la Cour, puiſqu'ils y tiennent plus qu'à

la Nation. Il s'en faut beaucoup que les Actes du Parlement même ſoient toujours le vœu public. On ſçait avec quelle facilité le Gouvernement dans l'une & l'autre Chambre s'aſſure de la pluralité des voix. Combien de fois notre auguſte Sénat ne s'eſt-il pas entendu faire, & non ſans fondement, le reproche ſanglant que Jugurtha fit à la République Romaine ?

D'ailleurs nos Miniſtres, ou ceux qui cherchent à le devenir, ont encore une reſſource ſûre ; elle conſiſte dans l'art aiſé d'élever un *cri populaire*. C'eſt notre tocſin politique, auquel les uns ont recours pour allumer le feu, comme d'autres pour l'éteindre. La multitude enivrée,

de même qu'une troupe d'enfants, ſe joint auſſi-tôt à ceux qui les premiers ont excité la clameur & favoriſé leurs projets, quoique le but que les Chefs ſe propoſent ſoit directement contraire au cri qu'ils ont élevé & au bien du peuple même.

Dans un des derniers regnes il y eut une clameur dans la Nation, *que l'Egliſe étoit en danger.* Le cri commença d'abord par ceux qui n'étoient pas, mais qui avoient grande envie d'être Miniſtres. Le zele de la Religion n'y eut aucune part ; l'ambition s'en aida pour parvenir à ſes fins : il retentit dans tous les coins du Royaume. Ceux qui avoient excité parmi le peuple

cette alarme générale, parvinrent à leur but : ils ſe firent appeller au Miniſtere & s'y maintinrent par les mêmes voies qu'ils y étoient arrivés.

Dans la derniere guerre, les François, après avoir été forcés de repaſſer le Rhin, demanderent la paix ; les Anglois qui faiſoient ſeuls les frais de la guerre, avoient plus d'intérêt qu'aucun des Alliés à y conſentir : nos Miniſtres moins occupés à diminuer la puiſſance de la France, qu'à augmenter celle de l'Electeur d'Hannovre, rejetterent les propoſitions de paix les plus raiſonnables. Pour faire conſentir un peuple déjà accablé de taxes à de nouveaux ſubſides, ils eurent recours au même moyen ; on recommença

à

à crier de plus belle, *que les libertés de l'Europe étoient en danger.* Qu'eſt-il arrivé ? Nous avons continué la guerre : le ſort des armes a changé. C'eſt alors que par notre imprudence & notre obſtination, les victoires de nos ennemis auroient mis les libertés de l'Europe dans un danger réel, ſi la modération de la France ne l'avoit fait conſentir au même Traité que nous avions rejetté trois ans auparavant avec tant de hauteur.

Dans la circonſtance préſente, le cri qui anime ſi fort le peuple, eſt le même que celui dont on s'étoit ſervi auparavant pour forcer le Parlement à déclarer la guerre à l'Eſpagne. La clameur publique eſt, *que notre Commerce eſt en danger.*

S'il l'étoit, il n'eſt pas douteux qu'il ne fallût recourir aux armes : c'eſt notre dernier retranchement, il faut le défendre ou périr. Mais qui eſt-ce qui a entrepris de le troubler ? quelle eſt la nature de ce danger ? qui a pu élever ce cri ? Je ne ſçais par qui il a commencé, mais je ſuis ſûr que ce n'eſt pas par des gens attachés à leur Patrie. S'il a été élevé par ceux qui cherchent à attirer la guerre à la Nation, il faut avouer que la fin qu'ils ſe propoſent, ne peut s'accorder avec le cri qui les anime ; car la guerre mettra aſſurément notre Commerce dans le plus grand de tous les dangers.

Cependant dans ce moment de délire, le peuple qui s'y livre, croit

être inspiré par la sagesse, il est échauffé par des intrigants sans s'en douter. Les gens raisonnables, ceux qui aiment le bien de leur pays, ont beau élever la voix pour le retirer de son ivresse; dans la plûpart des Anglois, l'entendement est totalement affecté par cette espece de frénésie. Ils ont des oreilles & n'entendent pas, ils ont des yeux & ne voient pas. (*)

(*) *Optarem equidem ut hæ populares tempestates & seditionum procellæ, quibus Patria nostra sordidissimorum hominum scelere & perfidiâ perculsa & afflicta fuit, nunquam contigissent, aut, si fieri posset, illarum memoria penitùs ex omnium mentibus exscinderetur. Sed quoniam præterita mutari non possunt, & hæc macula proditionis à perniciosissimis civibus Patriæ nostræ impressa, altiùs insedit in populi Angli nomine. . . . . intelligant omnes quibus initiis hi tanti tumultus excitati sint, penitùsque perspiciant vulnera illa ac seditionum scelera, non à bonis viris & fortibus inflicta, sed à*

A la Chambre des Pairs, comme à celle des Communes, on ne respire que la guerre; le peuple la demande à haute voix, & déja dans les termes qui lui sont familiers : *Damne* les François en ce monde-ci & en l'autre. *Quis furor ô cives!* Reconnoîtroit-on à cette conduite un peuple commerçant & qui par la constitution de son gouvernement a plus de droit que tout autre à passer pour un peuple sage? Aucune Nation ne doit entreprendre la guerre contre une autre, tant qu'il lui reste des voies pacifiques pour obtenir ce qu'elle peut demander avec justice. L'Angleterre en particulier doit être plus attentive

desesperatorum hominum flagitiosissimis gregibus inusta fuisse.

NEVYL, *Præf.*

que toute autre à éviter la guerre. Son intérêt eſt de ſe contenter de ſes propres poſſeſſions, ſans entreprendre de faire des conquêtes ſur ſes voiſins. Une grande partie de notre peuple ne ſubſiſte que par le Commerce ; ceux mêmes qui y paroiſſent le moins intéreſſés, les poſſeſſeurs des terres, doivent une grande partie de leur revenu annuel au Commerce & aux Manufactures. Sans l'abondance d'argent que ces deux canaux font couler dans notre Iſle, nos Fermes pourroient-elles être portées à un ſi haut prix ? aurions-nous une ſi grande quantité de maiſons dans nos Villes & dans nos Villages ? Je dis plus, ſi nous étions bornés à nos commodités

& à nos Manufactures nationales ; il s'en faudroit beaucoup que l'Angleterre pût jouer un si grand rôle parmi les Puissances de l'Europe ; elle perdroit au moins les trois quarts de ses richesses.

Ce cri populaire ne devroit plus effrayer depuis qu'on en connoît la nature & la cause. La Populace de tous les pays est composée de pauvres que les riches font vivre, & les malheureux sont faits pour épouser les sentiments de ceux qui leur donnent du pain. La populace de Londres a ceci de particulier, c'est qu'il est plus aisé de l'échauffer que celle de tout autre pays. Je n'entreprendrai pas de décider si c'est l'effet de liqueurs fortes dont elle fait trop

d'uſage, ou celui d'une férocité qui lui eſt peut-être naturelle ; mais il eſt certain qu'il n'en eſt point dans l'Europe qu'il ſoit auſſi facile de porter aux plus grands excès. Les Gazettes que liſent aujourd'hui parmi nous les gens des profeſſions les plus baſſes, n'en ont point changé l'eſpece ; ils ſont les mêmes que ceux qui autrefois ont coupé la tête à un Miniſtre pour avoir introduit l'Imprimerie en Angleterre. (*) C'eſt

(*) Le Lord Say, Grand Tréſorier ſous Henri VI. Le lecteur François ne ſera peut-être pas fâché de trouver ici un échantillon de la ſcene où Shakeſpear a mis ce fait en action. Voici le diſcours de Cade, chef des rebelles, à ce malheureux Miniſtre.

» Te voici devant notre Juriſdiction Royale,
» toi Say, toi Ferge, (*Il joue ſur le mot ;*
» *Say en Anglois ſignifie une étoffe de ſoie.*)
» toi Lord Boucran. Que peux-tu répondre
» à ma Majeſté, pour avoir abandonné la

par le moyen de cette vile populace que le Miniſtere plus adroit aujourd'hui veut forcer la Nation à prendre

» Normandie à M. Baſimécu, le Dauphin
» de France? Qu'il te ſoit connu par ces
» préſentes, même par la préſente du Lord
» Mortimer, (*C'eſt le nom que Cade ſe donne,*)
» que je ſuis le balai qui doit balayer la Cour
» d'ordures telles que toi. Tu as traîtreuſe-
» ment corrompu la jeuneſſe du Royaume,
» en érigeant des Écoles pour apprendre à
» lire; & au lieu qu'auparavant nos grands-
» peres n'avoient d'autres livres que des jetons
» & des tailles, tu as établi des Imprimeries;
» & contre le Roi, ſa couronne & ſa dignité,
» tu as bâti un moulin à papier. Il te ſera
» prouvé à ta face que tu as autour de toi
» des gens qui parlent communément d'un
» *Nom* & d'un *Verbe*, & prononcent tels
» autres mots ſi abominables que toute oreille
» chrétienne ſouffre à les entendre. Tu as
» autoriſé les Juges de Paix à citer devant eux
» de pauvres gens, à propos de matieres qu'ils
» n'étoient pas en état d'entendre. De plus
» tu les as mis en priſon; & parce qu'ils ne
» pouvoient pas lire, tu les as fait pendre,
» lorſqu'au contraire, par cette raiſon même,
» ils étoient les plus dignes de vivre, &c.
» Qu'on l'emmene, &c. » Seconde partie
d'Henri VI, acte IV. ſcene VI.

le

le parti le plus contraire à ſes intérêts. Ceux qui ne découvrent pas les vues de la politique Hannovrienne, occupée à rallumer le flambeau de la guerre, devroient du moins ſentir que l'Angleterre n'a rien à gagner à celle-ci. Dans nos cafés & partout on en parle comme ſi nous étions ſûrs de nous rendre maîtres des Indes : mais s'il étoit auſſi aiſé que ces Meſſieurs le diſent, de chaſſer les François de l'Amérique Septentrionale, pourquoi ne l'avons-nous pas fait dans la derniere guerre ? pourquoi dans la circonſtance préſente, par une ſurpriſe qui paſſera toujours pour une trahiſon, ne les avons-nous attaqués qu'à notre honte ?

Nous avons dans un grand ſecret tramé cette belle entrepriſe. On nous avoit ſi ſouvent cité l'exemple de la Reine Elizabeth & de Cromwel, qu'enfin nous l'avons ſuivi : nous avons attaqué nos ennemis où nous croyions qu'ils ne pouvoient ſe défendre. Mais les François d'aujourd'hui ne ſont pas ceux de ce temps-là, ils ne connoiſſent pas moins que nous l'importance du Commerce du Nouveau-Monde ; ainſi, à proprement parler, nous les avons trompés, mais nous ne les avons pas ſurpris. Au lieu de nous emparer de leurs Colonies, nous avons à préſent à craindre pour les nôtres. Notre derniere guerre avec l'Eſpagne nous avoit rendus ſuſpects, celle-ci a

trop tôt & trop manifeſtement découvert notre ambition. La mauvaiſe foi de nos Commiſſaires, nos armements conſidérables, nos manœuvres dans toutes les Cours de l'Europe, tout a fait preſſentir aux François que nous en voulions à l'Amérique. Il eſt vrai que nous leur avons pris quelques Vaiſſeaux que peut-être un jour nous leur payerons bien cher. S'embarraſſe-t-on de l'avenir ? Le préſent nous rit, c'en eſt aſſez pour jeter de la poudre aux yeux du Peuple & faire crier dans les rues de Londres, Huzza, Huzza. (*) Nous avons grande raiſon de chanter victoire ; un coup de main ſi vigoureux ne peut manquer de

(*) Cri de joie Anglois qu'on ne peut traduire en François.

nous faire beaucoup d'honneur. C'eſt ainſi que la ſorte d'animal particuliere à cette Iſle, & dont par cette raiſon un Membre du Parlement n'a pas craint de recommander l'exemple à ſes Compatriotes, c'eſt ainſi, dis-je, que le dogue d'Angleterre ſaiſit tout-à-coup ſon ennemi ſans faire auparavant aucun bruit. On veut donc auſſi nous perſuader par cette belle comparaiſon que deux Frégates & quelques Vaiſſeaux marchands dont nous nous ſommes emparés, compoſent toute la Marine de France. Ne devrions-nous pas plutôt rougir & de la conduite & du diſcours? Lorſqu'après les ſommes immenſes que le Miniſtere a ſacrifiées inutilement pour le projet le plus inſenſé,

il en eſt réduit à ſe glorifier d'avoir pris quelques Vaiſſeaux aux François ; je crois entendre Sir Epicure Mammon dans l'Alchimiſte de Ben Johh Son, qui ayant dépenſé tout ſon bien à chercher en vain la Pierre philoſophale, ſe conſole de ce qu'il a perdu, par l'eſpérance d'avoir trouvé un ſecret pour guérir de la grattelle.

Comment ſe peut-il qu'un Peuple libre ſe laiſſe toujours gouverner par des Miniſtres qui entendent ſi peu ou qui négligent ſi fort ſes intérêts ? Le Parlement qui par ſa nature eſt le grand Conſeil de nos Souverains, n'eſt aujourd'hui par ſa foibleſſe que l'écho de leur Conſeil privé. Notre adminiſtration eſt tout à la fois & plus abſolue & pire que jamais.

Ce qui pouvoit être à craindre il y a trente ans, est enfin arrivé à la lettre. *Je suppose*, dit le CRAFTSMAN, (*) *que par ignorance ou incapacité, par orgueil ou insolence, il arrive à un Ministre d'offenser quelque Puissance étrangere, d'attaquer ses droits légitimes & d'envahir ses possessions, & que voyant la vengeance prête à éclater par de justes représailles, il manquât de courage ou de moyens pour détourner la tempête, pourrions-nous espérer de trouver aucunes ressources dans un Parlement corrompu, qui au lieu de punir le Ministre, se seroit lui-même rendu coupable de ses attentats en les approuvant.*

Voilà précisément le cas où nous

(*) N°. 123. vol. 3.

nous trouvons à présent. Notre triomphe, selon toutes les apparences, ne sera pas de durée. Les François sont assez puissants pour avoir dans peu une force suffisante à nous opposer par terre & par mer. Notre imprudente jalousie les oblige à rétablir leur Marine ; ils y emploient tant d'argent, & ils y travaillent avec tant d'activité, qu'ils peuvent bientôt être en état non-seulement de se défendre, mais de prendre une cruelle revanche des insultes que nous leur avons faites & des pirateries que nous avons exercées sur eux. (*)

(*) Alors ils pourront nous dire comme dans la Tragédie de SHAKESPEAR : *Quoique vous nous ayiez cru morts, nous ne faisions que dormir. L'avantage est un meilleur soldat que la témérité. Le temps qui mûrit les plaies, donne plus de facilité pour les guérir ; celles*

On s'étonnera peut-être qu'un Anglois ſe ſerve ici du mot de piraterie ; la fierté de mes Compatriotes pourra s'en offenſer ; on ſçait qu'il a bleſſé la délicateſſe des oreilles de nos Miniſtres : mais comment peuvent-ils s'en plaindre, eux qui ont donné les ordres pour exercer de pareils brigandages ? Je ſuis en droit de répondre à celui qui me reprochera d'employer l'unique expreſſion qui réponde à la choſe : *Quantùm à verborum libertate, tantùm te à rerum turpitudine ſejungas.* Quelle

que vos injures nous ont faites, ſont déja fermées. Le moment de la vengeance eſt arrivé. L'Angleterre ſe repentira de ſa folie, verra ſa foibleſſe & admirera notre patience. Que ſon Roi penſe donc à des dédommagements proportionnés aux pertes que nous avons faites & à l'affront que nous avons digéré, &c.
HENRI V. act. 3.

conduite fut jamais plus indigne de la majeſté du peuple Anglois que nous affectons de vouloir établir ! Qui peut aimer ſa Patrie & n'avoir pas regret de la voir ſe déshonorer ! Nous prenons le titre de Maîtres de la mer ; notre empire fût-il même bien établi, nous convenoit-il de l'exercer en tyrans, en pirates ? Il n'eſt pas moins important à une nation qu'à un particulier de conſerver ſon caractere parmi ſes voiſins, comme lui elle perd tout en perdant ſa réputation.

Etoit-ce à nous à faire revivre dans un ſiecle où des mœurs plus douces regnent par toute l'Europe, les reproches de perfidie & de férocité qu'on a fait ſi ſouvent à

nos peres? Lorſque nous nous applaudiſſons chez nous de ces triomphes honteux, remportés ſur des Vaiſſeaux marchands, ſans défenſe, & même ſur de miſérables pêcheurs; lorſque contre le droit des gens, nous employons les fourberies les plus lâches & les plus criminelles, pour enlever quelques matelots ſur les côtes de France, nous révoltons contre nous les différents peuples commerçants de l'Europe. Toutes les Nations ſont également intéreſſées à ce que, même entre ennemis, on ne viole pas les loix ſacrées de l'humanité. Loin d'encourager les auteurs de ces infames trahiſons; nous aurions dû nous-mêmes les renvoyer aux François, pour les

punir : c'eſt ainſi qu'en auroient agi les Romains ; mais en nous comparant à eux, nous imitons les Carthaginois. Le beau rôle que nous jouons à préſent en Europe ! nous voilà devenus *les Pandoures de la mer.*

Nous prétendons que les François ont les premiers violé les Traités ; nous ſoutenons qu'ils retiennent un pays qui nous appartient, & qu'ainſi nous n'avons fait qu'uſer de repréſailles.

Mais quelles ſont les cruautés qu'ils ont exercées contre nous ? comment la jouiſſance d'un pays dont ils étoient en poſſeſſion depuis ſi long-tems, peut-elle être un acte d'hoſtilité ? Nous avions nommé de part & d'autre des Commiſſaires pour

régler les limites de nos poſſeſſions réciproques ; ſi nous avions agi de bonne foi, n'aurions-nous pas dû attendre du moins le réſultat de leur travail ? Nous demandions peut-être trop, peut-être auſſi que les François ne nous accordoient pas aſſez. Un amour ſincere de la paix, de part & d'autre, auroit fait prendre un milieu entre un refus total & des demandes trop abſolues. En quel temps avons-nous obtenu par des Traités tout ce que nous pouvions deſirer, ou tout ce ſur quoi nous croyions avoir droit d'inſiſter ? Je ne penſe pas même que cela ſoit jamais arrivé à aucune Nation, à moins que d'avoir fait auparavant une ſorte de conquête ; & alors ce

n'eſt plus un Traité, mais une loi que le vainqueur impoſe au vaincu. Dans tous les autres cas, un peuple doit toujours faire attention au temps & aux circonſtances, & ſe contenter des termes ſur leſquels la poſture des affaires lui permet d'inſiſter. Il en eſt des différents qui s'élevent entre des Nations, comme de ceux qui ſe paſſent entre des particuliers; chaque partie croit avoir raiſon, quoiqu'il arrive d'ordinaire que toutes les deux aient tort. Ce qui ſemble à une partie, ou dans un pays, ſi évidemment clair & ſi juſte, peut à la partie adverſe, ou dans l'autre pays, paroître très-douteux ou très-déraiſonnable; c'eſt pourquoi, lorſque des Nations ont envie de

traiter de bonne foi, aucune des deux ne doit s'opiniâtrer imprudemment ſur ce qu'elle croit juſte; chacune au contraire doit également avoir égard aux circonſtances où dans ce temps l'un & l'autre ſe trouvent, pour juger des articles que l'on peut accorder, & de ceux dont il eſt indiſpenſable de ne pas ſe départir. Telles ont paru, malgré toutes nos déclamations, les diſpoſitions de la France.

Pour décider une conteſtation de cette eſpece, on ne pouvoit pas imaginer un moyen plus foible & plus honteux que les hoſtilités de toute eſpece que nous avons commiſes contre les François : comme nous avons dû prévoir que la guerre en

ſeroit une ſuite infaillible, puiſque nous étions réſolus d'établir la validité de notre droit par la force, il eût été de notre dignité & de notre prudence de commencer les hoſtilités par une déclaration de guerre. En la faiſant ſans l'avouer, nous laiſſons croire que nous-mêmes nous ne la croyons pas juſte ; rien ne peut excuſer l'imprudence de notre conduite. Nous en avons trop ou trop peu fait contre un ennemi auſſi puiſſant que celui que nous avons provoqué ; nous lui avons donné le temps de ſe fortifier contre nous. Si les choſes en étoient au point qu'il ne nous fût plus poſſible de garder de meſures, pas même celles de la ſimple décence avec le Roi de

France, pourquoi après avoir débuté par une insulte, avons-nous craint d'en faire davantage? Si par notre propre force & par nos alliés nous nous trouvions en état d'entreprendre la guerre, pourquoi ne l'avoir pas déclarée immédiatement à nos ennemis? pourquoi enfin nous contenter de chercher les François à l'Amérique, & de montrer notre bravoure à leurs Vaisseaux marchands & à leurs pêcheurs? Nous devions les attaquer par-tout où nous pouvions leur causer du dommage. Une Nation commerçante ne peut avoir la guerre sans que son Commerce en souffre, & par conséquent, si nous y sommes forcés, nous devons la commencer & la poursuivre avec la derniere

vigueur,

vigueur, afin de la terminer le plus promptement qu'il eſt poſſible. La guerre eſt comme les orages, elle dure d'autant moins qu'elle eſt plus violente. Les François qui n'ont pas un Commerce auſſi conſidérable que le nôtre, ne ſouffriront pas autant que nous de la durée de celle-ci. Nous avons plus de Vaiſſeaux qu'eux, par conſéquent ils peuvent auſſi nous en prendre davantage; ainſi nous devions d'abord les attaquer par terre & par mer, puiſque nous voulions en courir les riſques. Il eſt vrai qu'il n'eſt pas de notre intérêt de faire des conquêtes ſur eux; mais eſt-ce une raiſon pourquoi voulant leur faire la guerre, nous n'aurions pas dû depuis un an les fatiguer autant

qu'il nous eût été possible, en ravageant leurs côtes maritimes avant qu'elles fussent gardées comme elles le sont à présent? J'ajoute que malgré leur vigilance & les nombreuses armées qu'ils ont à nous opposer, si nous sommes les maîtres de la mer, ils ne sont point à l'abri de semblables insultes, parce qu'une flotte de Vaisseaux peut voguer plus vîte qu'un corps de troupes ne peut marcher d'une côte à l'autre. C'est pourquoi une Escadre qui auroit eu à bord sept ou huit mille hommes, pouvoit trouver l'occasion de faire une descente, & de mettre à contribution quelque partie des Provinces de Normandie ou de Bretagne. Ce que nous n'avons pas fait, les

François vont peut-être le faire. Les armements de Brest & de Rochefort inquietent plus le Gouvernement qu'il ne le fait paroître : il ne déguise sa frayeur que de peur d'augmenter celle de la Nation.

C'est déceler sa foiblesse & donner du courage à l'ennemi, que de le ménager après l'avoir insulté. Une pareille contradiction dans notre conduite ne prouve que l'embarras de notre Ministere. Il n'avoit pas mis au rang des choses possibles la patience & la sagesse des François. Comment les croirions-nous plus prudents que nous ? nous ne voulons pas même admettre qu'ils soient aussi braves. Cependant sans se déguiser l'offense, ils ont senti que le seul

moyen d'aſſurer leur vengeance, étoit de temporiſer. Si depuis nous avons paru ſuivre des conſeils plus modérés, ſi nous nous ſommes bornés à faire la petite guerre ſur leurs côtes, nous aurons beau vanter notre retenue, on n'y verra que l'effet de cette ſorte de timidité qui ſuit les entrepriſes mal concertées. Nous en avons trop fait pour ne pas donner l'alarme à toute l'Europe, & ne pas lui faire ſoupçonner que la Grande-Bretagne étoit réſolue d'obtenir par la terreur de ſes armes, ce à quoi les Traités qu'elle réclame ne lui donnent aucun droit.

La guerre que nous entreprenons de faire aux François, devient pour eux au contraire une guerre de

néceſſité, & à laquelle leurs voiſins ſont également intéreſſés. Ils l'appellent déja comme celle des Romains contre les Pirates, *Bellum omnium gentium.* Si par politique les Eſpagnols paroiſſent encore ſe tenir tranquilles, pouvons-nous douter qu'ils n'aient les mêmes intérêts que les François à s'oppoſer à nos prétentions ? Nous laiſſeront-ils nous arroger impunément un domaine ſuprême en Amérique ? peuvent-ils ignorer que nous y aſpirons ? Les Géographes François, contre leſquels nos écrivains politiques ont déclamé d'une maniere ſi puérile, ne ſont pas à beaucoup près ſi ambitieux que les nôtres.

Doit-on être moins révolté à Madrid qu'à Paris, du titre faſtueux

de notre carte de *l'Empire Breton dans l'Amérique Septentrionale, avec les établissements François & Espagnols?* (*) Les Colonies de ces deux Nations, quoique moins puissantes, ne sont-elles pas aussi indépendantes que les nôtres? Je sçais tout ce que l'on présume ici du nombre de nos Vaisseaux, mais je ne pense pas qu'il nous soit possible de forcer les François & les Espagnols à reconnoître sur ces mers un Empire

(*) Quoique nos ouvrages politiques en parlent plus modestement, ils ne laissent pas de déceler également les projets ambitieux de la Nation sur ce continent. *Nos Plantations*, dit un de nos Auteurs, *qui ont déja si fort contribué à la richesse & à la figure que fait aujourd'hui la Grande-Bretagne, semblent destinées par la Providence pour quelques fins encore plus grandes, auxquelles sans doute elles serviront, si nous ne négligeons pas les occasions qui pourront se présenter.*

Le CRAFTSMAN, N°. 130.

qui y rendroit précaire le Commerce de l'une & de l'autre Nation. Elles ont toutes les deux le même droit, & par conſéquent le même intérêt. Nous aurons beau dire aux Eſpagnols que nous n'en voulons qu'aux François, les premiers ne nous laiſſeront pas uſurper en ces pays-là une ſupériorité qui les mettroit eux-mêmes à l'avenir dans la dépendance de l'Angleterre. Quand la Cour d'Eſpagne ne ſeroit pas auſſi alliée qu'elle l'eſt aujourd'hui à celle de France, les Eſpagnols ſe trouvent dans la néceſſité de devenir *Gens amiciſſima* de la Nation qui arme pour la cauſe commune. Nous les careſſons beaucoup dans ce moment-ci; nous les comblons d'éloges;

mais ils en ſçavent les motifs, & ne prendront pas le change. Quelque habileté que je ſuppoſe à notre Miniſtere, je doute qu'il en ait aſſez pour endormir celui d'Eſpagne. On nous aſſure qu'il nous eſt entiérement vendu, & je penſe qu'on nous en impoſe. Il ſuit ſa politique ordinaire; il attend le moment favorable pour agir. Il ſçait ce que valent nos compliments & nos injures; nous prodiguons les uns & les autres au gré de nos paſſions, mais toujours en pure perte. Cette Puiſſance que nous trouvons aujourd'hui ſi reſpectable, n'ignore pas que nous l'appellions, il y a quinze ans, en plein Parlement, une Nation auſſi mépriſable qu'inſolente: c'eſt notre

ſtyle

ſtyle ordinaire. Il a été un temps où nous n'avons pas mieux traité les ſeuls amis que nous aurions en Europe, ſi notre jalouſie impérieuſe de commerce nous permettoit d'en avoir, je veux parler des Hollandois, nos alliés naturels, comme les Eſpagnols le ſont des François.

Il n'eſt dans le pouvoir d'aucun Miniſtere ſur la terre d'empêcher des amis déclarés de devenir indifférents, ou les ennemis d'être ſans foi; mais il eſt dans le pouvoir de Miniſtres ſages d'agir ſur ces principes, que des amis déclarés peuvent être quelquefois indifférents, & qu'il eſt probable que des ennemis ſeront ſans foi: par cette raiſon ils ne répondront pas des premiers & ſe

méfieront des derniers. De tels Miniſtres paroîtront toujours penſer que les amis, comme les ennemis, ſuivront leur intérêt & leurs paſſions aux dépens de leur foi ; alors ces ſages Conſeillers du Prince, au lieu de proportionner leurs démonſtrations extérieures aux apparences préſentes, regleront leur conduite par la connoiſſance de ces intérêts & de ces paſſions ; ils ne donneront pas le temps à un ennemi déclaré & irrité de ſe fortifier, & ne compteront pas ſur la parole d'un allié ſuſpect & qui eſt intéreſſé lui-même à en manquer.

Ainſi nous avons tout lieu de croire que ſi nos Miniſtres ne nous trompent pas, ils ſont trompés par

ceux d'Eſpagne. Dans cette incertitude, comme nous avons un grand Commerce & des places conſidérables dans la Méditerranée, je crains bien que nous n'y envoyions trop tard une Eſcadre ſuffiſante pour protéger nos Vaiſſeaux marchands & nos poſſeſſions; je crains bien que les Eſpagnols, que nous appellons aujourd'hui nos bons amis, ne ſoient des ennemis ouverts, qui s'entendent, pour nous jouer, avec ceux que nous avons forcés de ſe déclarer contre nous. L'Eſcadre nombreuſe qui eſt actuellement dans le port de Toulon, les bâtiments de tranſport que les François ont raſſemblés dans tous les autres qu'ils ont ſur cette mer, les proviſions de toute eſpece qu'ils

y ont amaſſées, quatorze mille hommes de troupes prêts à s'embarquer, des Officiers nommés, en voilà plus qu'il ne faut pour nous donner de l'ombrage. Quand ils n'auroient pas d'autres vues, je louerois encore leur ſageſſe. Si c'eſt un piege qu'ils nous tendent, pendant que nous enverrons nos Eſcadres dans la Méditerranée, celles qu'ils ont ſur l'Océan iront en ſûreté porter des ſecours à leurs Colonies. Si en effet ils en veulent à Port-Mahon, quelles forces avons-nous à portée de s'oppoſer à leur deſcente ? Les Vaiſſeaux prêts à partir pourroient bien n'arriver que pour être témoins de leur triomphe. S'ils ſe rendent une fois maîtres de ce port, probablement

ils le remettront aux Efpagnols, qui attendent cet événement pour fe joindre à eux ; en ce cas l'Angleterre perd Port - Mahon pour jamais ; & alors que devient Gibraltar ! que devient notre Commerce ! que devenons - nous nous-mêmes ! quelle terrible fource de réflexions pour tous ceux qui font véritablement attachés à leur Patrie, & qui dès le commencement de cette guerre la voient expofée au plus grand de tous les dangers ! Si nous avons des Pilotes habiles, ce ne font point ceux qui tiennent le timon de l'Etat. Leur mal-adreffe qui dans un calme parfait vient d'engager le Vaiffeau de la République au milieu des écueils les plus

dangereux, ne peut manquer de l'y faire échouer dans la tempête furieuſe qui déja commence à l'aſſaillir.

Nous voulons être & il s'en faut beaucoup que nous ſoyons auſſi fins que les François. Ces troupes qu'ils ont raſſemblées de toutes parts ſur les côtes de Provence, pouvoient inquiéter notre Gouvernement, ils ont affecté de répandre un projet de s'emparer de la Corſe, ils ont eu l'air d'appréhender que nous ne vouluſſions nous rendre maîtres d'une Iſle d'où nous pouvions ſi fort incommoder leur Commerce du Levant. Ne leur ſoupçonnant pas d'autre projet, nous nous ſommes endormis; plus ils ont paru nous

craindre, moins nous les avons craints. Le moment eſt venu de juger lequel des deux Gouvernements a pris les meſures les plus ſages pour cacher ſes vues & découvrir celles de l'ennemi. De quelque côté que nous portions nos regards, nous ne trouverons pas des objets plus conſolants; nos Plantations, ſpécialement les Iſles d'où nous tirons le ſucre, ſont de la plus grande conſéquence pour notre Commerce; il nous faut pour les mettre à couvert de l'ennemi, entretenir tant que durera la guerre, une Eſcadre formidable dans les mers de l'Amérique; il nous en faudra peut-être une autre dans la mer Baltique, malgré nos Traités avec la Cour de Ruſſie, & attendu

l'alliance qui ſubſiſte entre la France & la Suède. Nous avons une grande opinion de nos forces navales & de la bravoure de nos matelots, & je la crois fondée ; cependant il eſt permis de douter que nous ſoyons en état d'envoyer ſur toutes ces mers des Eſcadres ſuffiſantes pour réſiſter aux forces réunies de France & d'Eſpagne, peut-être même aux forces réunies de France, d'Eſpagne & de Suede.

Mais je ſuppoſe que l'Eſpagne reſte tranquille & ne prenne aucune part à la guerre entre nous & la France, je ſuppoſe qu'aucune Puiſſance de l'Europe ne l'aſſiſtera contre nous ; quelques efforts que nous faſſions, nous ne pouvons nous

flatter de réduire de ſi-tôt la France à demander la paix. La guerre entre nous peut durer pluſieurs années ; tant qu'elle durera, quoique les François n'aient pas beaucoup de matelots, leurs Armateurs en trouveront autant qu'ils voudront. Les Eſpagnols, les Hollandois, & peut-être quelques-uns des nôtres, s'engageront à leur ſervice ; de maniere que la Méditerranée, la mer Britannique, celles de l'Amérique, toutes les mers enfin ſeront couvertes d'Armateurs ſous pavillon François.

La différence entre cette Nation & la France conſiſte en ce que notre Commerce eſt notre principal ſoutien, & qu'ainſi nous devons ſacrifier toute autre vue à ſa

conſervation, au lieu que le principal ſoutien de la France ne dépend pas de ſon Commerce, par conſéquent les François peuvent pour un temps le ſacrifier à d'autres vues.

Nos démêlés avec la France ne ſont pas fondés, comme du temps du Roi Guillaume, ſur l'ambition qu'on lui ſuppoſoit d'aſpirer à la Monarchie univerſelle ; ni ſur les droits d'une ſucceſſion douteuſe, comme du temps de la Reine Anne ; ni enfin ſur l'injuſtice d'avoir troublé le repos de nos alliés & dépouillé de ſes Etats l'Héritiere légitime de la Maiſon d'Autriche, comme dans la derniere guerre. Si nous nous trouvions vis-à-vis de la France dans un de ces différents cas, nous devrions

tout tenter pour réduire le pouvoir qui ſoutiendroit ſon ambition ; alors, comme auparavant, nous pourrions être aſſiſtés par de puiſſants alliés, & nous aurions raiſon d'eſpérer les mêmes ſuccès ; encore devrions-nous ne jamais oublier ce qu'ils nous ont coûté : mais c'eſt tout le contraire aujourd'hui ; aveuglés par notre jalouſie de Commerce, nous nous ſommes comportés de maniere que tout l'odieux de cette guerre ne peut retomber que ſur nous.

Ce ſont les François qui nous accuſent à préſent de troubler l'Europe & de vouloir lui donner la loi. Ils ne négligeront rien pour alarmer nos voiſins ; chacun d'eux peut craindre que ſon tour ne vienne.

Dès que la Grande-Bretagne laiſſera voir la même ambition qu'elle a tant reprochée à la France, l'Europe ſera intéreſſée à former les mêmes ligues pour la réprimer.

J'ai vécu aſſez long-temps dans le monde pour connoître les effets de la guerre ſur cette Nation; j'ai vu les jours brillants de l'Angleterre, lorſque moins riche des pertes de la France, que fiere de l'avoir humiliée, elle payoit ſi cher des victoires dont ſes alliés ſeuls avoient tout le profit. Ceux qui ont la même expérience, peuvent-ils réfléchir ſur le poids énorme de dettes dont dix ans de guerre la plus heureuſe l'ont accablée, ſans être convaincu que dans la conjoncture préſente il n'eſt

point de Traité de partage avec la France qui pût nous être aſſez déſavantageux pour n'être pas préférable à une rupture ouverte avec cette Puiſſance. Cette rupture eſt fondée uniquement ſur des intérêts de Commerce auquel rien ne peut être plus fatal qu'une guerre, & par l'exemple du paſſé, je pourrois preſque dire, qu'une guerre même heureuſe, & auquel rien ne peut être plus avantageux qu'une paix ſûre & honorable. Nous expoſer, pour avoir voulu par force reculer les limites de l'Acadie, à voir les François peut-être nous apporter la guerre juſqu'au ſein de le Grande-Bretagne, c'eſt un excès de folie que je ne puis concevoir. Je ſçais

que nos murs de bois ſont ſuffiſants pour défendre notre Iſle ; mais lorſque tous nos Vaiſſeaux ſeront employés à la garder, que deviendra notre Commerce ? C'eſt notre unique ſupport ; il étoit donc néceſſaire pour nous de faire tout le contraire de ce que nous avons fait, c'eſt-à-dire, d'éviter la guerre autant qu'il nous étoit poſſible : car nous n'en pouvons avoir aucune qu'il n'en ſouffre. L'entiere ceſſation de tout Commerce avec la Nation contre laquelle nous ſommes en guerre, rompt la chaîne du Commerce général ; notre Commerce avec chaque Nation dépend en quelque façon de celui que nous avons avec toute autre ; d'ailleurs il doit ſouffrir dans chacune

de ſes branches par les Armateurs des ennemis. Il eſt impoſſible de couvrir les mers d'aſſez de Vaiſſeaux pour que ceux de nos marchands puiſſent ſortir ſans convoi ; ainſi les aſſurances ſur les bâtiments Anglois monteront plus haut que ſur ceux de toute autre Nation ; c'eſt parce qu'en Angleterre la branche du Commerce de l'Amérique Septentrionale ſupporte & nourrit toutes les autres ; c'eſt parce que nous avons un peuple ſi nombreux dans nos Colonies, qu'il étoit de notre intérêt de n'en pas venir ſi imprudemment à une rupture ouverte avec la France, & de ne pas expoſer notre Commerce à un péril évident pour en éviter un imaginaire.

Ces dépenſes & celles des délais où les Marchands ſeront obligés pour attendre un convoi, augmenteront le prix des marchandiſes que nous portons aux marchés étrangers. Les François n'ont déja que trop d'avantage dans la plûpart de celles qu'ils y portent comme nous. Quelle circonſtance pour tous les pays commerçants qui s'enrichiſſent chaque jour de nos pertes! Tandis que les François armeront en guerre tous leurs Vaiſſeaux, les Hambourgeois, les Dantzicois, &c. feront le Commerce de nos ennemis ſans que nous puiſſions le troubler.

S'il n'eſt pas de la majeſté, je veux bien convenir qu'il eſt de la fierté du peuple Anglois d'avoir

attaqué directement les François, au lieu d'attendre ce qu'après le travail des Commissaires nommés de part & d'autre, on pouvoit obtenir par la voie des négociations: mais quand ce parti même seroit le plus glorieux, je ne puis croire que ce soit le plus prudent; je ne puis me persuader que nos Ministres se soient conduits avec l'attention qu'on doit toujours avoir au bonheur de son pays, ou plutôt je suis très-convaincu que leur politique est la même que celle de Périclès, qui après avoir follement dissipé le trésor public, aima mieux plonger sa Nation dans la guerre, que d'avoir à lui rendre compte de l'emploi qu'il avoit fait de son argent. Si on demandoit

à nos Miniftres ce qu'ont produit les fommes immenfes que nous avons dépenfées depuis trois ans, ils feroient plus embarraffés qu'ils ne l'ont été lorfqu'ils n'ont eu à répondre qu'au Mémoire de M. Rouillé. Que leur importe, après tout, qu'une guerre ruine leur pays, pourvu qu'ils y trouvent leur falut ? Il n'eft point d'Anglois qui ne fouhaitât que nous fuffions affez puiffants pour faire la loi à tous les Potentats de l'Europe, & pour prefcrire à chacun d'eux comment dans les différents qui furviennent entre les Nations, ils doivent fe comporter à notre égard, & même à l'égard les uns des autres : il faut pourtant avouer que c'eft fouhaiter l'impoffible. Je penfe encore

que quand même il y auroit quelque probabilité de réuſſir à une pareille entrepriſe, il ne ſeroit pas prudent à nous de nous y prendre d'une maniere trop poſitive & trop haute, de peur de provoquer, en agiſſant ainſi, toutes les autres Puiſſances à s'unir enſemble pour réduire le pouvoir de cette Nation, & nous forcer de nous ſoumettre aux loix qu'il leur plairoit de nous donner, au lieu de recevoir celles que nous aurions tenté de leur preſcrire avec trop d'arrogance.

D'ailleurs les guerres & les victoires font une belle figure dans l'Hiſtoire & même dans nos Gazettes. Nous liſons encore avec plaiſir les récits empoulés de nos batailles en

France, lorſque nos Rois épuiſoient la ſubſtance & prodiguoient le ſang de leurs ſujets pour des projets qui auroient ruiné leur pays s'ils avoient pu réuſſir. Nous liſons de même avec beaucoup de ſatisfaction les détails de nos dernieres campagnes en Flandre, en Allemagne & en Eſpagne, lorſque la Nation ſacrifioit annuellement pluſieurs millions à conquérir des Royaumes & des Provinces pour ceux qui depuis nous en ont témoigné ſi peu de reconnoiſſance.

La priſe de quelques Vaiſſeaux François, quelques deſcentes ſur les côtes de Normandie ou de Bretagne, auſſi brillantes que celle que nous avons faite dans la derniere guerre au port de l'Orient, le pillage de

quelques-uns de leurs établiſſements dans l'Amérique, & pour admettre des entrepriſes plus éclatantes, mais qui peuvent être funeſtes à l'ennemi ſans être profitables à la Nation, le bombardement de Rochefort ou du Havre-de-Grace, qu'on dit que nous avons réſolu, tels ſont les événements qui fourniront peut-être à cette quantité de Gazettes journalieres qui font l'entretien des cafés, des articles merveilleux pour égayer le peuple, & à notre Hiſtoire une matiere propre à l'amuſement des générations futures. Mais en mettant tout dans la balance, je crois que le profit ne répondra pas à la dépenſe, & que nous euſſions mieux fait de nous tenir tranquilles. On a prouvé

que dans la derniere guerre, qui n'a été avantageuſe qu'à nos Armateurs; s'ils ont gagné 200000 liv. ſterlings, le Public en a perdu 800000. Nous pouvons être encore moins heureux dans celle-ci; du moins il nous faudra gémir de voir notre Commerce interrompu, notre peuple accablé ſous le poids des taxes, pluſieurs Marchands ruinés par la priſe de leurs Vaiſſeaux, une multitude d'hommes enlevés au travail & à l'induſtrie, & enfin la perte de tant de braves gens qui payent de leur ſang les victoires les plus brillantes. Qu'il me ſoit permis de rappeller la remarque d'un célebre Eccléſiaſtique qui fut nommé pour prêcher à Saint Paul ſur la paix

d'Utrecht ; c'eſt qu'il s'en faut beaucoup que les temps dont l'Hiſtoire intéreſſe le plus les Lecteurs, ſoient ceux où les Peuples aient été le plus heureux.

Avouons-le de bonne foi, nous conſultons moins notre puiſſance que notre ambition. Les avantages que les François ont ſur nous, ne ſont que trop ſenſibles ; leur influence eſt grande, & leur nom eſt formidable en Europe. Leur Roi, quoique nous en puiſſions dire, eſt véritablement le grand Roi, & ils lui ſont affectionnés. Les richeſſes de leur climat & leur induſtrie les ont déja mis à portée de réparer les pertes de la derniere guerre. Leur Commerce eſt plus floriſſant que jamais : il nous

alarme, & c'eſt pour cela qu'il faut le ruiner. Cela eſt bientôt dit; mais le pouvons-nous ? Soit que nous ſoyons en paix ou en guerre, heureux ou malheureux, ainſi que les Romains nous crions toujours : *Delenda eſt Carthago.* Il faut ruiner le Commerce de France : combien de fois l'avons-nous déja tenté inutilement ? Quelques atteintes que nous lui ayions portées dans la derniere guerre, de notre propre aveu il n'a fait que s'accroître depuis ; n'importe l'expérience ne nous corrige pas : *Delenda eſt Carthago.* Les Romains plus ſages que nous ne tentoient que ce qu'ils pouvoient entreprendre : tandis que le ſentiment de leurs forces leur inſpiroit une conſtance qui triomphoit à la fin

des

des plus grands obſtacles, une préſomption trop forte de notre puiſſance entretient cette opiniâtreté qui nous a preſque toujours été funeſte. Que penſer d'une Nation capable de ſacrifier ſes intérêts, comme nous l'avons ſi ſouvent fait, comme nous ſommes prêts de le faire encore, à ſa haine pour ſes voiſins? Le peuple qu'elle aveugle ſe repaît des idées les plus chimériques: *Sibi ipſi ſomnia fingunt.* Les viſions ſe réaliſent dans les têtes échauffées. S'il faut en croire nos politiques des cafés, les François vaincus de toutes parts, nous verront dans peu juſques dans leurs Ports, mettre le feu à leur dernier Vaiſſeau de guerre; ils nous enverront un Ambaſſadeur nous

demander pardon la corde au cou ; ils feront trop heureux d'acheter la paix au prix de leurs poffeffions en Amérique. Nous n'avons qu'à tenir bon, nos négociations rendent le projet infaillible. Les alliances que nous avons formées fi heureufement, foit au Midi, foit au Nord ; notre dernier Traité avec le Roi de Pruffe, par lequel l'entrée de l'Allemagne eft fermée à toute troupe étrangere, & par conféquent la guerre réduite à une guerre de mer où nous fommes les plus forts ; tout nous annonce qu'il eft temps de frapper. Les François ne peuvent être fecourus que par les Efpagnols ; ceux-ci, non-feulement à caufe des circonf-tances où ils fe trouvent, mais

conformément à leur ancienne politique, (*a*) se garderont bien de s'attirer la guerre avec la Grande-Bretagne. Nous tenons nos ennemis, ils ne peuvent plus nous échapper. *Venit summa dies, delenda est Carthago.*

J'aimerois autant le discours de l'Officier qui, dans la Comédie de Farquhar, fait des recrues à Shrewsbury, (*b*) pour détrôner le Roi de France. Ces misérables fanfaronnades qui font rire la canaille, révolteront tout Anglois raisonnable. Quiconque a le sens commun ne se laissera pas persuader si aisément, ni que nos alliances soient telles

(*a*) Les Espagnols ont un proverbe qui dit : *La paix avec l'Angleterre, & la guerre avec tout le monde.*

(*b*) *The Recruiting Officer.*

qu'on nous les dit, ni qu'elles produiſent, quelles qu'elles ſoient, l'effet qu'on nous en promet.

En général les Traités d'alliance doivent être ſuſpects à une Nation comme la nôtre, gouvernée par un Prince qui peut écouter d'autres intérêts que ceux de l'Angleterre : nous devons les éviter ſoigneuſement, & n'y jamais entrer que dans les cas de la plus grande néceſſité, attendu les conſéquences fâcheuſes dont communément ils ſont ſuivis. S'il nous arrive d'être engagés dans une guerre, le moyen eſt de la pourſuivre vigoureuſement, & de faire une paix honorable auſſi-tôt que nous le pouvons. Ainſi un nouveau Traité avec les François,

qui eût pour jamais réglé les limites réciproques de nos poſſeſſions & des leurs dans l'Amérique, eût été utile & néceſſaire dans la diſpute préſente entre les deux Nations. Mais un Traité d'alliance, généralement parlant, ſert uniquement à nous embarraſſer de garanties & d'engagements qui nous entraînent ſouvent dans des querelles étrangeres aux intérêts de l'Angleterre. Le ſeul bon prétexte, pour faire un Traité d'alliance, paroît être la néceſſité d'entrer avec une autre Nation dans une guerre que nous ne pouvons ſoutenir ſeuls. Tel étoit le cas de la grande alliance contre le dernier Roi de France, qui avoit formé un plan très-dangereux de Monarchie

univerſelle. Mais comme l'Angleterre d'elle-même n'a pas beſoin de l'aſſiſtance d'aucune Puiſſance, elle doit ſe repoſer ſur ſa propre force, & faire la paix la plus avantageuſe qu'il lui eſt poſſible, plutôt que de s'embarraſſer avec un allié, qui peut l'empêcher de conduire une guerre de la maniere qui convient le mieux à ſes deſſeins, ou de conclure une paix dans les temps & par les moyens les plus conformes à ſon intérêt & à ſa gloire. Cette conduite eſt celle que le fameux de Wit a jugée la plus propre pour la Hollande, un Etat qui a moins de reſſource que l'Angleterre pour tenir ſeul contre un puiſſant ennemi. Voici ce que dit ce grand Miniſtre, page 290 de ſon

Traité concernant le véritable intérêt de cette République, publié à Londres en 1702. » S'il arrive qu'un de » ces trois Royaumes, la France, » l'Espagne & l'Angleterre, nous » fasse la guerre, il n'est point du » tout nécessaire que nous cherchions » du secours au dehors par des alliés, » à moins qu'ils ne s'offrent à nous » d'eux-mêmes & avec décence; » car autrement nous ne gagnerions » rien que de belles paroles; & si » nous nous avisions d'y compter, » nous nous trouverions très-» embarrassés, comme nous l'avons » éprouvé derniérement dans notre » guerre d'Angleterre, lorsque » nous étions alliés avec la France. Il ajoute un peu après: » Si l'Espagne

» nous fait la guerre, une alliance
» offenſive avec la France nous
» eſt avantageuſe, pourvu que les
» François commencent par remplir
» leurs engagements ; s'il ne le
» veulent pas, ils vaut mieux pour
» nous de demeurer ſeuls, & de
» travailler de toutes nos forces
» pour ne pas échouer ; & puiſqu'il
» en faut courir le riſque, il y a
» moins de péril à tâcher à pleines
» voiles de paſſer ſur un bas fond,
» qu'à attendre des Pilotes étrangers,
» qui peuvent promettre de nous
» aſſiſter de leur expérience, pour
» laiſſer notre Vaiſſeau s'engager
» inſenſiblement, & périr enfin
» certainement dans les ſables. »

Ce conſeil que le grand Penſionnaire

donne à la Hollande, eſt encore plus néceſſaire à l'Angleterre, qui depuis quarante ans a fait plus de Traités d'alliance, qu'elle n'en avoit contractés depuis la conquête; Traités la plûpart ruineux, ou du moins auſſi ridicules qù'inutiles. Peut-on nous dire ſérieuſement, que ce ſoit le cas d'une extrême néceſſité qui nous ait fait recourir à ceux que l'on fait aujourd'hui ſonner ſi haut? Quoiqu'il en ſoit, les Partiſans du Gouvernement prétendent qu'ils ſont le chef-d'œuvre de ſa politique, qui a préparé de longue main, dans les Cours du Nord, l'orage prêt à fondre ſur nos ennemis: on aſſure même que notre Miniſtere a eu l'adreſſe de perſuader aux Puiſſances

les plus amies de la France, qu'il étoit de leur intérêt de ſe réunir de nouveau avec nous pour l'accabler. Ainſi, de maniere ou d'autre, nous ſommes ſûrs d'abattre ſa puiſſance: ou nous la ruinons ſeuls par une guerre de mer où elle ne peut nous réſiſter, ou nous l'attaquons ſur terre avec toutes les forces de l'Europe qu'elle peut encore moins ſoutenir.

Je ne puis nier que ce ne ſoit nous préſenter un beau jeu, & l'on eſt intéreſſé à l'étaler, puiſque nous en faiſons les frais: mais quelle que ſoit l'apparence, le deſſous des cartes, que nous n'avons point vu, peut encore nous faire perdre. Ceux qui ont engagé la partie, jouent notre

argent ; loin de courir aucun riſque, ils ſont certains d'y gagner, de quelque maniere que le ſort en décide ; ils ne mettent pas tout au jeu. Ils s'enrichiſſent à meſure que nous nous nous appauvriſſons. (*) Ils joueront notre tout avec la même confiance ; ils ſont bien ſûrs d'être maîtres de nous quand ils nous auront entiérement ruinés. C'eſt à nous à veiller ſur eux-mêmes, & à prévoir tout ce que nous hazardons. Les revanches doivent nous faire trembler ; à la guerre elles ſont forcées & ſouvent terribles. La

(*) O Portius ! n'eſt-il donc pas quelque malédiction ſpéciale, quelque foudre extraordinaire, cachée dans les magaſins du Ciel, pour écraſer l'homme qui doit ſa grandeur à la ruine de ſon pays. *Addiſon. Frag. de* CATON.

ſcience de M. de Moivre, qui a calculé tous les coups de dés & toutes les combinaiſons de cartes, eſt en défaut ſur les hazards qui peuvent opérer la perte ou le gain d'une bataille.

Le jeu que nous jouons eſt de ſa nature trop déſavantageux, parce qu'en admettant ce qui peut nous arriver de plus favorable, c'eſt-à-dire, une égalité de perte & de gain de chaque côté, la plus riche des deux Nations doit à la fin ruiner l'autre; & je doute que nous portions l'aveuglement au point de ne pas reconnoître à cet égard la ſupériorité de nos voiſins. (*) D'ailleurs, ils

(*) Les calculs politiques de Guillaume Petty ſont trop fautifs, pour ne pas dire ridicules. En comparant les richeſſes des deux

ont encore tout leur argent devant eux, & les dernieres taxes que nous venons d'impofer, n'annoncent que trop que nous jouons notre refte. Comment trouverons-nous de nouveaux fonds pour continuer la partie, lorfque dès le commencement nous ne fçavons plus de quoi faire reffource?

Mais, dit-on, quoiqu'il puiffe nous en coûter, nous devons tout rifquer

Nations, il dit que le commun peuple d'Angleterre, (qui fait par-tout le gros d'une Nation,) dépenfe un fixieme de plus que le commun peuple de France & les autres états, dans la même ou dans une plus grande proportion; & qu'ainfi les dix millions d'habitants qui font en Angleterre, dépenfent autant que douze millions d'habitants qui font en France, & par conféquent leur font égaux en richeffes. Mais où font les preuves de ce fait, & d'ailleurs fi la France au lieu de douze millions d'habitants en a vingt, que devient tout fon raifonnement?

pour anéantir le Commerce de France ; c'eſt un monſtre affamé qui dévore notre ſubſtance ; nous ſommes dans la néceſſité de le combattre juſqu'à ce que nous lui ayions arraché la vie. Je ſuis auſſi bon Patriote que ceux qui tiennent ce langage, & je voudrois ainſi qu'eux lui voir rendre le dernier ſoupir. La conquête des anciens Argonautes ne feroit rien au prix d'une pareille victoire ; au lieu d'une ſimple Toiſon d'or, toutes les richeſſes des deux mondes ſeroient à nous ; les Compétiteurs qui nous reſteroient ne ſeroient pas en état de nous réſiſter.

Mais je crains fort que nous ne nous fatiguions nous-mêmes à faire

des efforts inutiles. Toutes les fois que nous l'avons attaqué, ce monſtre à pluſieurs têtes, à peine en avons-nous abatu une, qu'il en a repouſſé une autre. Il eſt vrai qu'au combat de la Hogue, l'Hydre vaincue perdit la plus terrible de toutes : cette Marine redoutable qui nous avoit ſi épouvantés, n'a pas reparu depuis. Hé ! plut au Ciel que nous nous en fuſſions tenus à cette victoire ! Cette Hydre fatale que notre inquiétude naturelle a ſi ſouvent harcelée, s'eſt toujours tenue ſur ſes gardes ; malgré nos coups redoublés, par la ſeule force de ſa conſtitution, elle a repris avec le temps une nouvelle vigueur.

Les agitations extraordinaires où

elle eſt à préſent, n'annoncent que trop qu'elle eſt prête à reproduire cette tête plus formidable encore qu'auparavant; peut-être, comme je l'ai déja dit, la verrons-nous bientôt vomiſſant la flamme & le feu ſur Port-Mahon, infeſtant après, nos côtes de toutes parts, & telle en un mot que les forces réunies des Puiſſances maritimes ne pourront plus l'abattre.

Voilà, pour quitter la figure, l'obligation que nous aurons à ceux qui nous ont engagés dans une guerre imprudente. Par l'inſulte que nous avons faite à la France, nous avons, contre nos propres intérêts, convaincu un Prince attentif au bien de ſes ſujets, de la néceſſité d'avoir

une Marine pour protéger leur Commerce. Si celui de France s'eſt ſi fort accru par la ſeule induſtrie de ſes habitants, que ne peut-il pas devenir avec une Marine auſſi puiſſante que l'a été celle de Louis XIV?

Dans la ſeconde année du regne du Roi Guillaume, ſon redoutable adverſaire, les François gagnerent une victoire ſur les Flottes unies des Puiſſances maritimes; il n'en fallut pas davantage pour leur aſſurer, pendant l'été ſuivant, l'Empire de la Manche, obliger nos Vaiſſeaux marchands de reſter enfermés dans nos ports, & occaſionner une ſuſpenſion totale de notre Commerce. Telle eſt la calamité où dans peu

de temps nous pouvons être expoſés. La mer couverte de nos vaiſſeaux, eſt notre ſauve-garde ; lorſqu'elle ne l'eſt pas, elle eſt notre priſon.

Louis XV. moins ambitieux, mais plus ſage & plus puiſſant que ſon Prédéceſſeur, porte aujourd'hui toutes ſes vues du côté de la Marine ; tandis que nous faiſons grand bruit pour quelques Vaiſſeaux marchands que nous prenons ſur les côtes de France, le ſecret du cabinet de Verſailles, je ne puis trop le redire, doit nous faire trembler ; quel que ſoit l'objet des préparatifs qui ſe font dans ce Royaume, ils ſuffiſent pour nous convaincre que ce Prince eſt réſolu d'employer tout ce qu'il a de forces pour repouſſer l'outrage

& aſſurer à ſes ſujets la liberté du Commerce, qu'il ſçait être la ſource de toutes leurs richeſſes, & par conſéquent de toute ſa puiſſance.

Ne nous le déguiſons pas, la circonſtance eſt critique pour nous ; cette guerre peut nous devenir fatale. Qui ſçait ſi elle ne diminuera pas, au lieu d'augmenter notre empire prétendu dans l'Amérique ?

Il eſt peut-être réſervé à la gloire particuliere du regne de Louis XV. que la France par l'événement de cette guerre étende ſon Commerce & augmente ſes poſſeſſions de maniere qu'elle acquiere un degré de force & de puiſſance inconnu ſous les plus glorieux Prédéceſſeurs de ce Monarque,

Si la politique des François eſt toujours la même, leur conduite eſt bien différente de ce qu'elle a été dans le dernier ſiecle. En leur ſuppoſant encore l'ambitieux projet de donner la loi à l'Europe, les moyens qu'ils prennent pour y arriver ſont tout autres que ceux qu'ils avoient pratiqués juſqu'ici. Au lieu de meſures guerrieres, de conquêtes violentes & rapides, ils ſuivent les Arts de la paix, ils en cultivent les fruits, ils encouragent le Commerce & la navigation, augmentent & perfectionnent leurs Manufactures, ſoutiennent & étendent leurs Colonies, retranchent leurs dépenſes & acquittent leurs dettes.

Tout annonce dans la Nation

un nouvel eſprit qu'elle doit aux lumieres philoſophiques de ce ſiecle, & dont elle fait l'uſage le plus utile à la ſociété. Par où peut-on juger de la façon de penſer d'un peuple, que par les objets dont il s'occupe ?

Au lieu de ces Romans & de tant d'autres écrits frivoles, qui ont exercés ſi long-temps les beaux eſprits de France, il ne nous vient plus de Paris, que des Eſſais ſur l'Agriculture, ſur le Commerce, ſur la Marine, ſur les Colonies, ſur les Manufactures, ſur les Finances & ſur tous les objets qui peuvent contribuer à la grandeur & aux richeſſes d'une Nation.

J'aurai même la bonne foi d'avouer

que cet esprit de Commerce, qui fait en même temps de si grands progrès par-tout ailleurs, est encore dû principalement aux François : à cet égard nos amis, comme nos ennemis, leur ont également obligation ; on ne le niera pas plus à Petersbourg qu'à Stockolm. La langue Françoise a sur la nôtre l'avantage d'être entendue universellement ; elle est le canal qui a communiqué à tous les peuples civilisés nos propres connoissances. L'Europe a reçu des François les nouvelles lumieres qui l'éclairent aujourd'hui, & qui pourroient bien un jour en changer la face.

Ils travaillent en tout genre à déraciner les préjugés qui s'opposent

au bien général. (*) Tel eſt le but de l'*Eſprit des Loix*, le Traité de politique le plus profond & le plus hardi peut-être qui ait encore paru; ouvrage immortel, puiſqu'il eſt conſacré à la félicité des peuples,

(*) Les François ont beaucoup écrit depuis peu, pour détruire un des préjugés les plus funeſtes au genre humain, je veux parler de celui qui a arrêté depuis trente ans les progrès de l'Inoculation, quoique l'expérience ait démontré que c'eſt le ſeul moyen d'empêcher les dégats de la petite vérole, ce terrible fléau dont l'Europe eſt affligée. Par les dernieres lettres de Paris, on nous mande que le premier Prince du Sang de France a pris le parti de faire inoculer ſes enfants, & qu'il fait venir pour cela M. Tronchin de Geneve. On ne peut s'empêcher de louer dans un Prince ce courage vraiment philoſophique, & qui prouve une tendreſſe pour ſes enfants d'autant plus juſte qu'elle eſt plus éclairée. Il a ſenti que loin d'expoſer leur vie, c'étoit l'aſſurer & qu'elle ſeroit le premier fruit que lui-même & ſon pays doivent retirer de l'importante leçon qu'il donne à un peuple ſur lequel l'exemple de ſes Princes peut tout.

& qui dans quelque Gouvernement que ce ſoit, doit être le Manuel des Légiſlateurs. D'autres totalement adonnés à la Phyſique, riches des découvertes de tous les pays, perfectionnent ces différentes connoiſſances, en les raſſemblant dans un même corps, pour communiquer ce tréſor de lumieres par-tout où les ſciences ſont cultivées: le Livre de M. de Buffon eſt le code de la Nature.

La Nobleſſe même de France, auſſi attentive que les autres états à ſes vrais inrérêts, ne borne plus ſes privileges à l'oiſiveté, & ſes vertus à la valeur, elle emploie le loiſir de la paix à s'inſtruire dans l'art de la guerre. Des Officiers expérimentés, quoique jeunes, également habiles

à

à manier & l'épée & la plume, ont écrit depuis peu des leçons qui peuvent être utiles aux vieillards.

Indépendamment de l'Ecole Militaire que la ſageſſe du Prince vient de fonder pour l'éducation de la pauvre Nobleſſe, le Gouvernement ſonge plus que jamais à la retirer de l'anéantiſſement où la miſere en réduit une ſi grande partie dans les provinces : le Commerce maritime qui lui eſt ouvert, reçoit chaque jour du Souverain de nouveaux encouragements. Les lumieres de la raiſon ont diſſipé les ténebres du préjugé : l'état de Négociant eſt enfin regardé en France, comme il auroit toujours dû l'être, comme un état honorable : le Prince l'honore

en effet par les Lettres de Nobleſſe qu'il accorde à ceux qui s'y diſtinguent. Les Finances ſont entre les mains d'un Miniſtre aſſez ſage pour ſuivre les principes du fameux Colbert. Cette Académie Françoiſe, qui nous paroît ſi frivole, ne ſe borne pas à diſcuter des matieres grammaticales, elle a dans ſon ſein des Philoſophes attentifs à éclairer la Nation ſur ſes véritables intérêts. Un de ceux qui a le plus de réputation pour les agréments de l'eſprit, dans un Livre qui eſt connu de toute l'Europe, (*) a fait des Commerçants un éloge auſſi ſenſé que brillant, & plus juſte & plus frappant qu'aucun de ceux

(*) M. Duclos. *Conſidérations ſur les Mœurs.*

qui ſe trouvent dans nos Ecrivains Anglois. Par tout ce qui s'imprime journellement à Paris, nous devons nous attendre à voir un jour en France, ainſi que parmi nous, la *Nobleſſe Commerçante.*

Dans un pays où rien ne s'imprime que de l'aveu du Miniſtere, on eſt preſque ſûr que les écrits qui paroiſſent ſont autant de témoignages de l'eſprit public.

Les François d'aujourd'hui gémiſſent ſur les erreurs politiques qu'un zele de Religion peut-être exceſſif a fait commettre à leurs peres. Le Gouvernement actuel eſt plus éclairé & plus doux : il ſçait combien l'Etat a perdu à la révocation de l'Edit de Nantes, ſans que la Religion y ait

rien gagné. S'il ne croit pas devoir le rétablir, il paroît du moins disposé à permettre le mariage des Protestants; & il est aisé d'appercevoir le vœu de la Nation dans tous les écrits qui ont paru sur cette matiere. Malheur à nous s'il a son effet: c'est-peut-être le coup le plus funeste que le Ministere d'aujourd'hui puisse porter à nos Colonies, où nous avons tant de réfugiés François. Dès qu'ils pourront espérer d'avoir un état dans leur Patrie, ils se soustrairont avec joie à une domination étrangere. Ils nous obéissent, mais ils ne nous aiment pas; une si longue suite d'années n'a pas suffi pour vaincre l'opposition de leurs mœurs aux nôtres: ce n'est pas seulement à la Nouvelle-York, c'est

à Londres même qu'ils ont encore le cœur François, & qu'ils regrettent les fertiles climats que la Loire & la Seine arrosent.

Tandis que nos jeunes gens vont à Paris apprendre l'art sublime de la danse & la science merveilleuse des modes & de toutes les frivolités de cette grande Ville, ceux des François qui viennent à présent parmi nous, reportent dans leur Patrie des connoissances d'une toute autre importance, & y mettent à profit les leçons d'économie politique & civile qu'ils font gloire de tenir de nous. C'est au Commerce que l'Angleterre doit l'extinction des Barons Gothiques, il est prêt à rendre à la France le même service. Quelles ne seront

pas alors les richeſſes & les reſſources de cette Nation! Ces différents moyens ſont une voie à la vérité plus lente, mais beaucoup plus ſûre, de parvenir à la domination que les François paroiſſent avoir toujours eue pour objet. Ils ſont actuellement ſi attentifs à ne pas exciter la jalouſie de leurs voiſins, que dans la guerre de trente-trois qu'ils ont eue contre l'Empereur, quoique victorieux par-tout, quoique rien ne ſe préſentât pour arrêter le progrès de leurs armes, ils mirent d'eux-mêmes des bornes à leur ambition, & ſe contenterent d'ajouter une Province à la France. Ils craignirent d'éveiller par d'autres entrepriſes celle des Puiſſances de l'Europe qui pouvoient les arrêter

& qu'ils avoient eu l'art d'endormir.

Dans la derniere guerre, plus politique aſſûrément que juſte, & plus heureuſe que prudente, la France après avoir par ſa conſtance vaincu l'obſtination de ſes ennemis, & remporté ſur eux les plus grands avantages, ſe trouve maîtreſſe de la Hollande ; elle peut donner la loi & ne change rien au Traité de paix que les alliés, plus imprudents encore, avoient rejetté quatre ans auparavant.

Je ſuis contraint d'avouer que cette nouvelle politique des François nous eſt très-dommageable. C'eſt à nos dépens qu'ils deviennent plus riches, & leur puiſſance ne peut manquer de croître à proportion de

leurs richeſſes. L'application avec laquelle ils s'étudient à ſoutenir & à étendre leur Commerce, doit de toute néceſſité diminuer le nôtre, ou obliger nos Manufacturiers & nos Marchands à vendre le produit de leur travail à plus bas prix qu'ils n'avoient coutume de le faire ; car comme l'extenſion de notre Commerce conſiſte à fournir les autres peuples de marchandiſes qu'ils ne peuvent travailler parmi eux, ſi nos voiſins ont des Manufactures de même eſpece, nous ne pouvons plus avoir la préférence pour le debit des mêmes marchandiſes, à moins que nous ne les travaillions mieux ou que nous ne les vendions à meilleur marché que nos concurrents.

Nous ne portons presque plus de draps à Constantinople, parce que ceux du Languedoc y sont à beaucoup plus bas prix que les nôtres. Les Monopoles de notre Compagnie Orientale étoient à la vérité en partie cause de la trop grande cherté des draps d'Angleterre au Levant ; la liberté rendue depuis peu à nos Vaisseaux marchands, leur permettra de les donner à meilleur compte : mais, comme le judicieux M. Lockel a remarqué, *lorsqu'un Commerce est une fois perdu, on prend communément des peines inutiles pour le recouvrer. Les courants du Commerce, de même que les courants d'eau, se font d'eux-mêmes des canaux dont il est après aussi difficile de les détourner, qu'il l'est*

de faire quitter à une riviere le lit profond qu'elle s'est creusée avec le temps.

Par cette raison nous avons plus sujet de craindre le progrès du Commerce des François, que nous n'en avons de redouter celui de leurs armes. Toutes les fois que le progrès de leurs armes se rendra formidable, nous pouvons l'arrêter aussi-tôt par la même voie. Ces méthodes violentes sont promptes & aisées, parce que l'exécution ne dépend que de notre Gouvernement. Mais nous ne pouvons prétendre d'arrêter le progrès de leur Commerce par des méthodes violentes tant qu'ils ne font rien de contraire aux Traités que nous avons avec eux. Ce que nous entreprenons aujourd'hui n'a

pas encore eu d'exemple. Nous ne pouvons avouer nos véritables motifs, & ceux que nous alléguons ſont auſſi frivoles qu'équivoques.

Quelque étendu que ſoit le pays que nous voulons ajouter à la nouvelle Ecoſſe, il ne vaudroit pas les frais de l'armement que nous avons fait pour nous en emparer, ſi notre objet n'eût été de faire tomber le Commerce de nos rivaux dans l'Amérique, en empêchant la communication de leurs Colonies. Notre mauvaiſe foi n'eſt que trop ſenſible. Les François que nous en avons ſi ſouvent accuſés, n'en ont jamais fait un acte plus odieux & plus manifeſte.

La maxime, *Salus populi ſuprema*

lex esto, n'eſt point applicable au cas préſent, parce qu'il nous reſtoit des moyens non-ſeulement plus juſtes, mais plus ſûrs d'arrêter le progrès du Commerce des François ; c'étoit de ne pas confondre les intérêts d'un Prince d'Allemagne avec ceux d'un Roi de la Grande-Bretagne, & par conſéquent, au lieu de prodiguer des millions à ſoudoyer, en pure perte, des troupes étrangeres & ſuſpectes, de diminuer l'Armée nationale qui nous eſt également inutile, lors qu'aucun voiſin ne cherche à troubler notre Gouvernement.

L'Angleterre n'a beſoin que de ſes vaiſſeaux pour ſe garder. C'eſt l'Electeur d'Hannovre qui, pour s'agrandir, veut des armées ſur pied

en temps de paix, & des troupes étrangeres en temps de guerre. Les conquêtes ne ſont pas le ſeul moyen d'aſſervir un peuple ; on le ſubjugue inſenſiblement en le chargeant chaque jour de nouvelles chaînes. S'il faut que l'Angleterre plie enfin ſous le joug, qu'importe que ce ſoit ſous celui des François ou celui des Allemands ? Notre Commerce eſt moins en danger que nos libertés. Quelle imprudence ne feroit-ce pas à nous que de recevoir dans notre Iſle des Hannovriens ou des Ruſſes, plus capables de nous opprimer que de nous défendre ? Nous n'avons plus pour réſiſter aux entrepriſes des ennemis du dehors, qu'à laiſſer fortifier des Places aux ennemis du

dedans, qui ſont encore pour nous plus à craindre. Ainſi ſous prétexte de pourvoir à notre ſûreté, on renverſe les barrieres les plus fortes des nos libertés, & nous ſommes aſſez aveugles pour y donner les mains.

Nous avions une autre voie, non moins ſûre que la premiere, de réduire le Commerce de nos rivaux dans l'Amérique ; c'étoit de changer de conduite & de ſuivre celle qu'ils ont tenue pour s'y agrandir. Il y a long-temps qu'elle a excité notre jalouſie, ſans que nous ayons eu la ſageſſe de l'imiter. Leur politique n'omet rien de ce qui peut contribuer à la proſpérité de leurs Colonies; les appointements des Gouverneurs

ſont payés par le Roi ; on ne donne pas ces places à des ignorants ou à des gens qui n'ont pas dequoi vivre ; il leur eſt défendu ſous des loix très-ſéveres, de tirer rien des habitants ; la juſtice leur eſt rendue avec la plus grande impartialité ; enfin le peuple eſt ſoutenu & encouragé dans ſes manufactures & dans ſon Commerce, au lieu d'être volé & opprimé, comme on prétend que l'eſt celui de différents établiſſements de leur voiſinage. Car il faut l'avouer, ſi les François ſont eſclaves chez eux, ils ſont libres au dehors, & nous ſommes précisément dans le cas tout oppoſé : l'honneur qu'ils ont en recommandation, n'admet pas indifféremment tous les moyens de

s'enrichir ; l'intérêt qui nous guide presſque ſeul, n'eſt pas fait pour être ſi délicat. *Virtus poſt nummos.* Nos rivaux, que nous ferions bien de prendre pour nos maîtres à beaucoup d'égards, ſe ſont conciliés la confiance des naturels du pays, par la douceur & l'humanité avec leſquelles ils les traitent ; ils ont par-là gagné leur amour, tandis qu'une conduite toute différente nous à attiré leur haine. Dans le temps même de la plus grande harmonie entre les deux Nations, nous avons reproché aux François d'avoir ſoulevé contre nous les Indiens, qui nous ont cauſé tant de trouble dans la Nouvelle Angleterre & à la Caroline. Auroient-ils trouvé ces peuples ſi diſpoſés à la

révolte

révolte, ſans l'injuſtice, la cruauté & l'avarice des Gouverneurs & des principaux habitants. Les François en effet ont grand tort de tâcher de profiter de nos fautes, au lieu d'être auſſi barbares que nous ; les Sauvages de leur côté ſont très-coupables de s'allier à la nation qui les traite avec douceur, de préférence à celle qui loin de les ménager, n'obſerve pas même avec eux les loix de l'équité naturelle. C'eſt à la honte des peuples libres que par-tout on les accuſe d'exercer la plus grande tyrannie ſur ceux qu'ils tiennent ſous le joug. Eſt-il aujourd'hui aucune nation qui vive dans un eſclavage plus dur que celui où nous avons réduit l'Irlande ? Auſſi les Irlandois

que nous regardons presque comme les Sauvages de l'Europe, ne nous aiment pas plus que ceux de l'Amérique.

De tous les moyens d'arrêter le progrès du Commerce de la France, le plus efficace eût été d'abolir toutes ces taxes qui augmentent le prix des nécessités & des commodités de la vie, & renchérissent à proportion celui des matieres nécessaires pour le travail de nos Manufactures. De si sages réformes eussent mis nos Marchands en état de vendre à meilleur marché que nos voisins ne le peuvent faire, les commodités de la même espece & de la même bonté. Ce n'est que par une pareille économie que nous pouvions nous resaisir de cette partie de la balance du

Commerce dont nos rivaux ſe ſont emparés. Voilà les véritables intérêts de l'Angleterre ; malheureuſement ce ne ſont pas ceux de la Maiſon d'Hannovre. Nos Marchands ſe plaignent qu'il n'y a aucune branche de notre Commerce qui ne diminue ſenſiblement ; ſi l'induſtrie des François en eſt la cauſe, c'étoit à nous à faire tous nos efforts pour la ſurpaſſer.

Nos flottes ſont ſuffiſantes pour nous aſſurer l'empire de la mer & preſcrire des bornes au Commerce de chaque Nation. Voilà notre langage ; telle eſt même en général notre façon de penſer, malgré toutes les preuves que nous avons eues du contraire. J'adopte pour un moment le préjugé, & je demande

ſi la force eſt un droit. Ceux qui tous les jours, ſoit au Parlement, ſoit dans nos écrits politiques, reglent ainſi le ſort de l'Europe, ne doivent-ils pas craindre d'alarmer par-là toutes les Nations commerçantes ? Ce ne peut être qu'en étendant notre Commerce par toutes ſortes d'encouragements, qu'il nous eſt permis de mettre des bornes à celui des autres. La France n'a-t-elle pas les mêmes droits ? Nous convient-il d'imiter les excès que nous lui avons ſi ſouvent reprochés ? Nous avons juſqu'ici oppoſé la force à ſon ambition ; elle a changé de batterie ; c'eſt ſon exemple qu'il faut ſuivre & diſputer d'économie avec elle, *Fas eſt & ab hoſte doceri.*

La premiere regle de notre conduite politique eſt de ne jamais nous laiſſer tenter par l'eſpérance de quelque avantage ou par des vues particulieres quelconques, de commencer une injuſte guerre, ou même d'y prendre part. Les miſeres de la guerre ſont telles & tombent ſi ſouvent ſur les Nations les plus innocentes, que la juſtice & l'humanité défendent de leur en attirer aucune ſans une cauſe légitime. D'ailleurs outre l'iniquité de pareilles entrepriſes, dans une ſimple vue politique, elles ſont encore à rejetter : elles deviennent d'ordinaire, comme par une direction du Ciel, la punition des agreſſeurs. L'hiſtoire en fournit pluſieurs exemples, & nous n'avons pas beſoin ni

de remonter fort haut, ni de ſortir de chez nous, pour en trouver.

La plus grande faute dans tout le regne de notre glorieux Libérateur le Roi Guillaume, eſt de s'être laiſſé engager par les François dans le Traité de partage, par lequel il hazarda de diſpoſer des domaines du Roi d'Eſpagne ſans ſon conſentement. La ſuite naturelle de cette entrepriſe fut celle que le Roi de France s'étoit propoſée; elle détermina Sa Majeſté Catholique à faire en faveur du Duc d'Anjou un Teſtament qui unit les Couronnes de France & d'Eſpagne dans la Maiſon de Bourbon. De là nous eſt venue cette guerre terrible qui a laiſſé à la Nation un poids ſi énorme de dettes & de taxes.

Je puis citer un exemple encore plus récent & plus conforme à ce qui nous vient d'arriver ; je veux parler de la flotte des Eſpagnols détruite par nous ſur les côtes de Sicile, dans un temps où nous étions en pleine paix & où ils ne nous avoient donné aucun juſte ſujet de plainte que nous ayons pu citer. Nous en convenons aujourd'hui, la deſtruction de cette flotte en des circonſtances ſemblables étoit une action qu'on ne pouvoit juſtifier ; auſſi faut-il regarder ce qui nous eſt arrivé depuis comme un châtiment que le Ciel a voulu nous infliger. Nous avons payé cher l'iniquité de cet acte par la perte de pluſieurs milliers de nos Matelots & la ruine

de quelques-uns de nos meilleurs Vaiſſeaux dans l'Amérique Septentrionale, par le trouble & la diminution de notre Commerce, par des déprédations continuelles de nos Vaiſſeaux marchands, qui nous ont enfin entrainé dans cette guerre imprudente où nous avons tant dépenſé d'argent. Cependant au temps où nous commençâmes ces hoſtilités contre les Eſpagnols, nous craignions auſſi peu leur reſſentiment que nous paroiſſons craindre aujourd'hui celui des François. Mais certainement ſi nous étions plus touchés du bien & de la proſpérité de notre pays, nous aurions pris garde de ne pas nous expoſer à la même punition, en commettant de nouveau les mêmes actions.

Que

Que dirions-nous d'un Marchand qui voiſin d'un autre dont l'application & l'induſtrie lui débaucheroient ſes anciennes pratiques, & qui au lieu de pratiquer l'économie & d'imiter le ſçavoir faire de ſon concurrent, pour arrêter ſon commerce, mettroit le feu à ſa boutique ? Le cas ne ſeroit pas embarraſſant pour nos Jurés : ſi le procès entre les deux Nations eſt plus difficile à juger, c'eſt parce que les peuples de l'Europe n'ont pas, comme autrefois ceux de la Grece, un Tribunal d'Amphictions pour prononcer la ſentence.

Je vois aſſurément, comme tous les Anglois, avec douleur la diminution de notre Commerce ; je ne crains pas même d'avancer qu'à moins de

la plus grande attention de notre part, elle doit avec le temps devenir encore plus confidérable. Ce n'eſt pas feulement en France, c'eſt en Allemagne même que des peuples qui n'étoient autrefois que guerriers s'appliquent aujourd'hui aux manufactures & à la navigation. Tout le nouveau Commerce qui s'établit quelque part que ce foit, ne peut être pris que fur les Hollandois & fur nous ; la preuve en eſt dans celui que fait à préfent la ville de Hambourg ; elle eſt le canal par lequel une grande partie du Commerce du Nord nous eſt échappé. La violence du courant qui l'y porte ne fait qu'augmenter chaque jour. Le fret des vaiſſeaux Hambourgeois,

moins coûteux que le nôtre, leur donne dans la concurrence un avantage trop considérable.

Les François, le peuple le plus puissant & le plus industrieux de l'Europe, & nos rivaux les plus redoutables dans le Commerce, s'y adonnent depuis la derniere paix avec une ardeur qui nous effraie. Voilà leur véritable crime. Ils ne nous ont si fort inquiétés que parce qu'ils se sont tenus tranquilles. Ils sont si fort changés, que tout violent qu'est l'esprit de disputes en fait de Religion, il ne les détourne pas des autres intérêts de l'Etat ; il n'y peut plus causer de trouble. Je conviens que les François deviennent pour nous trop forts dans

la paix ; c'eſt un malheur, car je ſens encore plus, que nous ne ſommes pas aſſez forts pour eux dans la guerre. La France par une longue ſuite de meſures bien priſes a élevé ſa puiſſance & étendu ſon Commerce; elle eſt plus riche que l'Angleterre, pour tout dire : mais en ſuppoſant que cela ne fût pas, comme nous ſommes obligés de dépenſer d'avantage dans le cours de la guerre, il eſt impoſſible que nous ne ſoyons pas plutôt ruinés.

Dans quel temps entreprenons-nous une guerre ſi coûteuſe ? Nos dettes publiques ne ſont pas payées ; la plupart de nos taxes depuis la derniere paix ſont auſſi fortes qu'en temps de guerre, & plus nombreuſes

qu'elles ne l'ont été dans aucun temps. (*)Ce fardeau insupportable de taxes de toute espece, doit naturellement augmenter les animosités & les divisions, si communes & si puissantes parmi nous. C'est un levain, qui après avoir fermenté, ne peut manquer d'aigrir la masse du peuple. Ce parti forcené qu'une persuasion fatale rend capable de tout & qui nous a pendant la derniere guerre exposés à de si grands desavantages ne manquera pas de lever la tête.

Le Prince malheureux qui depuis

(*) A la derniere guerre, la Nation s'est endettée de quarante millions sterl. Ses dettes sont à présent de quatre-vingts millions; ainsi nous avons quatre-vingts millions de papier circulant qui nous tiennent lieu d'argent. Les dépenses de l'année derniere ont été de 2750000 liv. sterl.

ſi long-temps vit en Chevalier errant, parce qu'il n'eſt pour lui d'autre aſyle que le Trône que ſa famille a perdu, & parce qu'une Couronne peut ſeule aſſurer ſa tête proſcrite par nos Loix, le dernier & le plus à plaindre des Stuarts, puiſque c'eſt le ſeul d'entre eux qui n'ait pas mérité ſes malheurs, le Prétendant, dis-je, peut reprendre courage & réclamer de nouveau *Dieu & ſon droit.* Ces mêmes François qui l'ont abandonné ſi cruellement à la derniere paix, embraſſeront de nouveau ſa cauſe. L'intérêt fera tout tenter d'un côté & la néceſſité tout oublier de l'autre. Si cet ennemi du repos de l'Angleterre revient ſur leurs vaiſ-ſeaux nous rapporter le trouble &

la désolation, ne sera-t-on pas forcé de recourir à de nouvelles taxes, toutes plus oppressives les unes que les autres ? Les mal-intentionnés ne manqueront pas d'attribuer les miseres qui en seront la suite, à la famille qui est sur le Trône, & pour secouer ce fardeau, seront prêts à se joindre à tout corps de troupes étrangeres qui feront une descente en Angleterre ou en Ecosse, ayant à leur tête ce Chevalier aussi valeureux qu'infortuné. Si l'Espagne se joint contre nous avec la France, il nous sera difficile avec tous les vaisseaux que nous avons, de garder nos côtes si exactement qu'on ne puisse pas débarquer quelque part un petit nombre de troupes, régulieres. C'en sera

toujours aſſez pour nous occuper de maniere que nous n'ayions ni le temps ni le pouvoir de faire tête au dedans à nos Ennemis, & de protéger en même temps notre Commerce & nos Colonies au dehors.

J'avoue que ſi nous étions plus unis, nous aurions moins à craindre. Je ſuis bien perſuadé qu'aucune Puiſſance, que même toutes celles de l'Europe combinées enſemble ne viendroient pas à bout d'ébranler l'Etabliſſement Proteſtant dans la Maiſon d'Hannovre, s'il étoit en effet ſoutenu vigoureuſement par l'affection du peuple. Voilà la véritable puiſſance & la ſeule qui puiſſe le garantir efficacement & en aſſurer la durée. Les Armées nationales, les troupes

étrangeres, tous les autres ſoutiens ſans celui-ci ſont inſuffiſants, avec celui-ci ſont inutiles. Les affections du peuple ſont une garde invincible; auſſi eſt-elle fiere de ſa force & jalouſe de ſon honneur : le manque de confiance la révolte toutes les fois qu'on place ailleurs ſon appui. La Nation bien gouvernée eſt aſſez puiſſante pour ſoutenir ou venger ſes droits ; j'oſerai même avancer qu'une conduite & des meſures telles que celles d'aujourd'hui, qui tendront à aliéner les cœurs & à refroidir le zele de deux cents Anglois ſeulement, parmi les gens de fortune, de jugement & de capacité, feront plus pour ruiner cet établiſſement, que cent mille hommes de troupes étrangeres

ne pourroient faire pour le soutenir. Je place au rang des plus grands avantages que les François aient sur nous, l'union qui regne entre eux & l'amour qu'ils ont pour leur Souverain. Ils n'ont pas besoin d'autre motif pour exciter leur courage ; le nôtre n'a pas toujours une source aussi pure & aussi noble. Notre Gouvernement si attentif à entretenir notre haine pour nos voisins, sçait bien qu'elle est la plus commune & la plus puissante de nos affections.

On nous assure avec la plus grande confiance que cette guerre ne sera qu'une guerre de mer : on fait sonner bien haut notre dernier traité avec le Roi Prusse ; mais en avons-nous avec toutes les autres

Puiſſances de l'Europe ? Quand cela ſeroit, ne peut-il pas arriver des accidents qui dans un inſtant en changeroient la face ? commandons-nous aux événements ? Quelle Puiſſance ſur la terre peut prétendre de dire à la Guerre, *Tu n'étendras ta fureur que juſques-là & pas plus loin ; ici tes bornes ſeront fixées?* Nos ennemis qui par leurs grandes armées ont ſi long-temps réſiſté à toute l'Europe liguée contre eux, n'auroient qu'à devenir maîtres abſolus ſur le continent, alors ils pourroient non-ſeulement nous empêcher de recevoir de l'aſſiſtance des Puiſſances bien intentionnées pour nous, mais de plus les forcer à ſe détacher de nous & à nous refuſer accès dans aucun

de leurs ports, ſoit pour nos vaiſſeaux de guerre, ſoit pour nos vaiſſeaux marchands ; ce qui arrêteroit tout court notre Commerce & rendroit impoſſible ou très-dangereux l'envoi de nos Eſcadres à quelque grande diſtance de nos propres ports. Car quoiqu'elles puiſſent être ſupérieures à quelque Eſcadre que ce ſoit des ennemis, elles ne le ſont pas aux vents & aux tempêtes ; elles peuvent être diſperſées & devenir la proie de l'ennemi qu'elles auroient fait trembler.

Il y a quelques années qu'on nous diſoit que le pouvoir de la France étoit devenu dangereux pour les libertés de l'Europe ; c'eſt-là ce qui nous a fait pouſſer avec tant d'achar-

nement une guerre à laquelle nous n'avions pas un intérêt immédiat. Quelque argent qu'il nous en ait coûté, la France par le Traité d'Aix-la-Chapelle eſt demeurée dans le même état. Je ſuis ſûr que ſon pouvoir n'a pas diminué depuis & que celui de cette Nation n'eſt point augmenté. Cependant on ne craint pas d'avancer que le pouvoir de la France eſt à préſent ſi peu conſidérable que nous n'en avons rien à craindre, & que dans la guerre préſente elle riſque de ſe faire beaucoup de mal ſans être en état de nous en faire aucun. Quelle contradiction dans notre conduite & dans nos diſcours ! Les uns décident qu'il faut faire la guerre à la France, parce qu'elle eſt devenue

trop puiſſante ; une raiſon toute oppoſée fait embraſſer à d'autres le même avis : Il faut faire la guerre à la France, parce qu'elle eſt hors d'état de nous réſiſter. En tirant la même conſéquence de principes ſi contradictoires, nous faiſons voir aſſez clairement que c'eſt la paſſion & non la prudence qui nous mene. L'une raiſonne de ſang froid avant que de prendre un parti ; l'autre pour agir ne conſulte que ſa violence. J'avoue que ce qui a le plus contribué à entraîner le peuple dans ce moment-ci, eſt cette méthode qui nous eſt particuliere & que nous avons pratiquée de tout temps, de rabattre de la puiſſance de nos ennemis dans la même proportion que nous exa-

gerons la nôtre. Notre Pays ſans doute eſt très-peuplé : nous ſommes une Nation opulente, libre & guerriere, cela eſt vrai ; mais quand nous ajoutons ſupérieure à chacune de celles qui nous environnent & preſque égale à toutes, il en réſulte non que nous ſoyons la plus puiſſante de l'Europe, mais la plus prévenue en faveur d'elle-même.

Si nos voiſins n'ont encore pu rien diminuer de cette haute opinion que nous avons de notre puiſſance, ils travaillent du moins à nous en faire repentir. Il eſt vrai que dans ce moment-ci même où le Gouvernement, en cas de quelque deſcente, vient d'ordonner à tous les habitants de ſe retirer dans les terres avec

leurs beſtiaux & leurs proviſions de toute eſpece, on ne laiſſe pas de dire encore que nous n'avons rien à craindre. Ceux qui penſent, en nous tenant ce langage, nous tromper ſur l'extrêmité fâcheuſe où nous ſommes réduits, reſſemblent à ce Médecin qui tâchoit de convaincre un de ſes patients, accablé par une complication de maladies, qu'il étoit en parfaite ſanté. Que lui répondit le pauvre homme ? qu'il ſe ſentoit périr avec tous les bons ſymptomes dont parloit Monſieur le Docteur. L'Etat eſt entre les mains de Médecins politiques, dont la capacité & la bonne foi nous ſont également ſuſpectes. Ce n'eſt pas de ceux dont l'ignorance a cauſé le mal, que nous pouvons en attendre

le remede. Je ſçais que ſi les François oſent nous attaquer dans notre Iſle, nos bons amis les Hollandois ſont obligés par les traités à prendre notre parti ; leur derniere réponſe au Roi Très-Chrétien ne permet pas de douter qu'ils ne ſoient réſolus à tenir leurs engagements : mais c'eſt un peuple libre tel que nous le ſommes, & il ſe peut que, comme en Angleterre, la Nation penſe tout différemment de ceux qui la gouvernent. Qui ſçait ſi elle ne viendra pas à bout de ſe ſouſtraire à leur joug ? Ce qu'il y a de ſûr, c'eſt que parmi eux il ne regne pas moins de diviſions & d'animoſité que parmi nous. La République & le Chef ont des intérêts bien différents, pour ne pas dire

oppofés. Je ne fçais même fi le Stadhoudérat perpétuel n'eft pas d'une nature incompatible avec la liberté du Peuple. Ainfi penfoit du moins celui de tous qui a confervé le plus long-temps la fienne, & qui ne l'a perdue que pour avoir accordé à un Citoyen déja trop puiffant, une Magiftrature de la même efpece. (*)

Quoi qu'il en foit, dans la conjoncture préfente, les Hollandois s'uniront à nous, à la bonne heure : nous leur avons donné un Maître, nous dirigeons leurs Confeils, une grande partie de leurs fonds font placés en Angleterre, ils feront ce que nous voudrons, ils

(*) *Omnes autem & habentur & dicuntur Tyranni qui poteftate funt perpetuâ in ea civitate quæ libertate ufa eft.*
CORN. NEPOS.

recevront la loi du Dictateur & risqueront de se perdre pour nous sauver. En effet quelque langage que tienne la République, personne n'ignore la triste condition où elle est réduite elle-même. Loin d'être en état d'armer ces Flottes formidables qui ont disputé l'Empire des mers à l'Angleterre, & d'entretenir ces troupes qui ont arrêté le progrès de la grandeur de l'Espagne & réduit le pouvoir de la France, les Hollandois sont accablés sous un poids de dettes nationales, contractées comme les nôtres pour la défense des libertés de l'Europe. Leur peuple est encore plus chargé de taxes que celui de ce Royaume, & toutes ces taxes sont à peine suffisantes pour supporter

leur gouvernement en temps de paix & payer l'intérêt des fonds publics. Leur pays depuis la derniere guerre eſt ouvert de toutes parts : s'ils le dégarniſſent pour le laiſſer en proie à l'ennemi, les François qui ont de nombreuſes armées, les feront tout de ſuite marcher en Hollande ; ainſi nous pouvons en peu de temps voir encore ces Provinces en danger de tomber dans les mains de la France.

Les Hollandois ſe feront déclarés pour nous ſans pouvoir nous défendre. Ils n'ont déja que trop à craindre que cette guerre que nous avons commencée ſur mer, ne ſoit portée chez eux le printemps prochain, & n'y ſoit conduite de maniere

pas à craindre au contraire que dans un jour d'action ils ne nous faſſent payer cher cet excès de barbarie & d'imprudence ? D'un autre côté, en enlevant tous les nôtres pour les Vaiſſeaux de Guerre, on épuiſe notre fonds. S'il n'en reſte pas ſur les Vaiſſeaux marchands un nombre ſuffiſant pour former les novices & étendre la profeſſion, notre Commerce doit devenir à rien, & nos Vaiſſeaux de Guerre ne tarderont pas à en manquer totalement. Cependant notre force, qui fait notre ſureté, dépend uniquement de notre navigation & de nos Matelots.

A quoi doit-on attribuer l'augmentation de la Marine de France ? Nous avons plus de Vaiſſeaux de

Guerre, plus d'Officiers expérimentés & une bien plus grande étendue de Commerce. Qui peut donc rendre les François assez puissants pour nous résister à la Mer, sinon la facilité avec laquelle ils équipent leurs Flottes? Que nous sert de bâtir tant de nouveaux Vaisseaux, de fondre tant de canons, & de tâcher d'étonner l'Europe par une énumération de nos Flottes? Pour venir à bout de nos entreprises, pour nous assurer l'empire de la Mer, nous avons besoin de Vaisseaux, mais ils nous sont inutiles sans un nombre équivalent de Matelots expérimentés.

L'usage où sont les François de *classer* les leurs, les met à portée de pouvoir en peu de temps relever

leur Marine & de faire échouer tous nos projets. Notre Gouvernement qui n'a pas cette ressource, trouve des difficultés insurmontables à pourvoir nos Flottes. Ceux qui ont l'honneur d'être employés dans notre administration, n'en disconviendront pas ; le tort considérable qu'ils font à notre Commerce en forçant de toutes parts nos malheureux Matelots en fermant nos Ports, annonce de bonne heure la nécessité où nous sommes réduits. On les enleve aux Vaisseaux marchands ; on ne leur laisse pas de repos ; après un long voyage, on les force d'en recommencer un autre qui les fatigue encore d'avantage. Ils venoient du Sud, on les envoie au Nord. Celui même qui a besoin

de réparer les atteintes que ſa ſanté a ſouffertes & de recouvrer ſes forces que les fatigues ont épuiſées, eſt arraché du ſein de ſa famille & contraint de retourner à des miſeres qu'il n'eſt quelquefois plus en état de ſupporter : auſſi s'en trouve-t-il pluſieurs qui aiment mieux courir le riſque même de la mort que d'être ainſi traités.

Nous parlons beaucoup de l'eſclavage des François, y en a-t-il un comparable à celui dont je me plains ? Ces miſérables que l'on traîne chaque jour à bord de nos Vaiſſeaux de Guerre, n'ont pas même la liberté de choiſir le Capitaine ſous lequel ils veulent ſervir. Ainſi contre les premiers principes de l'humanité &

au milieu d'une Nation libre, on commet les actes les plus odieux de barbarie & de violence. Celui qui est assez heureux pour les éviter, est puni de s'être voulu soustraire à l'oppression.

Si le droit d'exercer toutes ces cruautés est une des prérogatives de la Couronne, comment faut-il expliquer cette GRANDE CHARTE des privileges du Peuple Anglois, qui lui a coûté tant de sang & de trésors ? (*) C'est aux Etats du Royaume,

(*) Du temps du Roi Guillaume il y eut un procès devant le Chef de Justice Holt, au sujet d'un Matelot qui avoit été tué en se défendant contre ceux qui avoient entrepris de l'enlever de force. Ce Juge équitable prononça que cet acte étoit contre les Loix, & que ceux qui le commettoient, étoient responsables des conséquences. Sur cela les Jurés trouverent l'acusé coupable de meurtre.

aſſemblés en Parlement, à pour voir aux cas de néceſſités. S'il en eſt où le Roi puiſſe diſpenſer de la Grande Charte, qui empêche que dans des cas pareils il ne diſpenſe auſſi de tout autre Acte ? Et s'il peut diſpenſer des Actes du Parlement, que deviennent les libertés du peuple ?

En Angleterre l'homme qui ſe conſacre à la profeſſion la plus utile & au ſervice le plus dangereux de ſon pays, ſe voit tout d'un coup privé des avantages pour leſquels il l'a choiſi. Il eſt tout à la fois & contre l'ordre & contre l'humanité qu'un homme né libre qui ſe refuſe à un ſervice qu'on lui impoſe ſi tiranniquement, ſoit traité comme l'ennemi de la ſociété, arrêté comme

un vagabond, & puni par la Justice comme le voleur & l'assassin. Nous n'en serions pas réduits là, je le répete, si au lieu d'entretenir en temps de paix une Armée sur pied, qui ne peut servir qu'à opprimer la Nation, (*) nous payions davantage nos Matelots, qui tant qu'elle sera bien gouvernée, suffiront toujours pour la défendre.

Est-il étonnant qu'ils détestent si fort de servir sur les Vaisseaux du

(*) *Aucun homme qui mérite le nom d'un Patriote Anglois, ne peut voir avec indifférence une nombreuse armée entretenue en temps de paix : il est encore plus blessé de la voir pour toujours s'établir dans la Nation, parce qu'elle est incompatible avec la nature d'un Gouvernement libre, & particuliérement avec celui de la Grande-Bretagne. Un des objets de la glorieuse révolution sur laquelle le Gouvernement présent est fondé, étoit de nous assurer contre le danger & le fardeau des Armées sur pied.*
Le Dr. Swift.

Roi ? Comment y ſont-ils traités ? Leurs gages ſont moins forts que ſur les Vaiſſeaux Marchands, & ils ont toutes les peines du monde à en être payés.

Lorſqu'un Matelot après les fatigues & les hazards d'un long voyage apporte ſon billet à la Tréſorerie & demande ſes gages, celui à qui il eſt obligé de s'adreſſer, exige une récompenſe pour le payer, & quelle qu'elle ſoit, les beſoins de ſa famille, qui n'eſt pas en état d'attendre, l'obligent d'y ſouſcrire. Il arrive quelquefois qu'il ne reçoit que la moitié, d'autrefois même que la troiſieme partie de ce qui lui eſt dû. Il eſt contre la politique de ne pas prévenir de pareils brigandages, & de

de laiſſer ſubſiſter entre l'intérêt général & l'intérêt particulier, une oppoſition qui n'eſt que trop bien fondée.

Nos Matelots ſont un corps d'hommes ſi utiles à la Nation, ſi néceſſaires pour ſupporter notre Commerce en temps de paix & pour nous défendre contre les invaſions en temps de guerre, qu'ils méritent toute la faveur & tout l'encouragement dont notre legiſlation peut les faire jouir : cependant il eſt certain que par les traitements qu'ils ont eſſuyés dans ces dernieres années, pluſieurs d'entre eux ont été réduits à s'engager au ſervice de nos voiſins. C'eſt par la même raiſon que ceux d'aujourd'hui marquent encore plus

de répugnance à ſervir ſur les Vaiſſeaux de ſa Majeſté, qu'on n'en avoit jamais vu parmi eux. Ainſi faute d'une police auſſi ſage que celle des François, les Matelots augmentent encore dans la Nation les calamités de la guerre. Les uns évitent le ſervice public dans l'eſpérance d'être mieux payés par les Marchands ; d'autres rançonnent les Marchands, en les menaçant de quitter leur ſervice pour celui de la Couronne. Quelle fâcheuſe poſition pour entreprendre, peut-être ſeuls, la guerre contre la Puiſſance la plus formidable de l'Europe. Rappellons-nous le paſſé, examinons le préſent, portons nos regards dans l'avenir, tout nous doit faire trembler également. Que n'ai-je

une éloquence égale au zele qui m'anime pour ma Patrie ! que ne puis-je du moins faire entendre ma voix à tant de Citoyens bien intentionnés, mais ſéduits, qui hazardent de la perdre en penſant la ſervir ! Peuples aveuglés par des Miniſtres furieux & prêts à vous ſacrifier à l'ambition de la Maiſon d'Hannovre, Peuples trahis par ceux-mêmes à qui vous avez confié vos intérêts & dont le devoir eſt de veiller à votre ſûreté, ouvrez les yeux au bord du précipice où l'on vous entraîne ! Votre haine pour vos voiſins pourra-t-elle plus ſur vous que votre amour pour votre Pays ? Ce n'eſt pas votre Commerce, c'eſt la Nation elle-même qui eſt dans un péril évident.

Puiſſe le Génie tutélaire de la Grande-Bretagne lui inſpirer des conſeils plus ſages ! puiſſe cette Providence qui ſi ſouvent a miraculeuſement protégé ces Royaumes, leur continuer cette protection toute-puiſſante, en nous garantiſſant des dangers éminents qui ne nous menacent pas moins au dedans qu'au dehors !

Quel que ſoit l'événement, j'aurai du moins la ſatisfaction intérieure d'avoir ſervi mon Pays de tout mon pouvoir & en véritable Patriote. On m'objectera ſans doute, comme à ceux qui ont déja défendu la même cauſe, de fournir à nos Ennemis des armes contre nous : mais c'eſt un malheur qu'on ne peut éviter, toutes es fois que des Miniſtres qui en

à leur être également funeſte à eux & à leurs Alliés.

Nous l'avons commencée où nous avons voulu ; mais ſçavons-nous ſur quel élément elle doit ſe terminer ? Les François en Hollande peuvent rendre nos Flottes, c'eſt-à-dire, notre force principale & la plus naturelle, totalement inutiles au projet pour lequel elles ſeront armées. Les avantages que l'Angleterre remporte ſur le continent, tournent uniquement au profit de ſes Alliés. Nous gagnons une bataille aux dépens de notre ſang & de notre tréſor, & ſi nous prenons quelque place, il nous eſt preſque impoſſible de la garder ; car ou elle devient une ſource perpétuelle d'animoſités & de jalouſies

entre nous & nos voiſins, ou la dépenſe néceſſaire pour nous y ſoutenir, eſt plus grande que l'avantage de la poſſéder.

Ce qu'il y a de plus fâcheux pour nous dans la circonſtance préſente, c'eſt que cette guerre nous oblige à maintenir des forces ſur mer ſupérieures à celles que nous avons eues dans les guerres du Roi Guillaume & de la Reine Anne. Les principaux avantages que la Nation en retira, furent les ſuites de nos victoires par terre. La balance à la mer fut preſque égale, quoique les Flottes des Hollandois fuſſent unies avec les nôtres. Si les François furent réduits à quitter la mer, ce fut moins parce que leurs Flottes furent détruites,

que parce qu'ils eurent beſoin de leurs matelots pour recruter leurs forces de terre. Dans la guerre que nous allons avoir avec eux, loin d'être forcés à retrancher le ſervice de mer, ils en feront leur point capital. D'ailleurs 160000 hommes de troupes ne leur coûtent pas plus à entretenir que 40000 à notre Gouvernement. Ils ſont ſi formidables ſur terre que nous ne pouvons leur réſiſter que par nos forces de mer. Je ne penſe pas néanmoins que nous ayons à préſent un fonds de matelots ſuffiſants pour répondre aux beſoins du Commerce & de nos Flottes. Le Gouvernement en prépare de ſi nombreuſes que la puiſſance unie de pluſieurs Nations ne pourra

les égaler. Mais ce n'eſt pas aſſez que d'armer des vaiſſeaux, il faut avoir des matelots. La Nation n'eſt pas en état d'entretenir pendant deux ans les cinquante mille qu'elle ſoudoye, ſans une ruine totale du Commerce & de l'Agriculture. Quand même elle le pourroit, où en trouverons-nous pour recruter dans le beſoin des Eſcadres ſi prodigieuſes ? Les Vaiſſeaux marchands en ſont déja totalement dégarnis ; l'eſpece manque. Et qui cultivera nos terres ſi l'on dépeuple les campagnes pour le ſervice de mer ? Pouvons-nous conter ſur ceux des François qui ſont nos priſonniers, & que nous forçons à ſervir comme des eſclaves contre leur propre patrie ? N'eſt-il

pas

épouſent une autre que celle de la Nation, lui en impoſent pour lui faire approuver les meſures les plus contraires à ſes intérêts. On ne me reprochera pas du moins d'avoir ſuivi un eſprit de violence & de faction; je n'ai employé que les voies que permet la conſtitution du Gouvernement. Celles de la raiſon & de la perſuaſion, quoiqu'elles ne réuſſiſſent pas toujours à déterminer le peuple à ce qui lui eſt le plus avantageux, ce ſont les ſeules légitimes auxquelles on puiſſe avoir recours. J'ai toujours admiré cette maxime du divin Platon: *Nous pouvons tâcher de perſuader nos Compatriotes; mais il n'eſt pas permis de les forcer, même à ce qui convient mieux à leurs intérêts.*

Si tous nos diſcours ne peuvent rien, ſi une Nation entiere s'obſtine à s'expoſer à ſa ruine, la Patrie doit encore l'emporter ; il ne reſte plus alors à l'honnête homme d'autre parti que de périr dans le naufrage commun.

Hæc ſcripſi, non otii abundantiâ, ſed amoris erga Patriam.

TULL.

FIN.

ERRATA.

Page 6, *ligne* 11, travaillons, *lisez* travaillions.
Pag. 11, *ligne* 15, turbulante, *lisez* turbulente.
Pag. 23, *ligne* 8, *de la Note*, Ferge, *lisez* Serge.
Pag. 29, *ligne* 4, Benjohhſon, *lisez* Benjohnſon.
Pag. 50, *ligne* 4, leur intérêt, *lisez* leurs intérêts.
Pag. 58, *ligne* 9, qu'on lui ſuppoſoit, *lisez* qu'on ſuppoſoit à cette Puiſſance.
Pag. 63, *ligne derniere*, Frag. *lisez* Trag.
Pag. 76, *ligne* 15, le moyen eſt de, *lisez* il nous convient de.
Pag. 80, *ligne* 6, ils vaut, *lisez* il vaut.
Pag 87, *ligne* 9, ſi épouvantés, *lisez* ſi fort épouvantés.
Pag. 87, *ligne* 11, à tâcher à pleines voiles de paſſer, *lisez* à tâcher de paſſer à pleines voiles.
Pag. 91, *ligne* 17, inconnu, *lisez* inconnues.
Pag. 93, *ligne* 10, exercés, *lisez* exercé.
Pag. 95, *ligne* 16, *de la Note*, plus juſte, *lisez* plus grande.
Pag. 105, *ligne* 12, Lockel, *lisez* Locke l'a.
Pag. 108, *ligne* 13, eſt également, *lisez* eſt totalement.
Pag. 112, *ligne* 6, conciliés, *lisez* concilié.
Pag. 123, *ligne* 11, inquiétés, *lisez* inquiété.
Idem. *ligne* 14, diſputes, *lisez* diſpute.







